



N° 13-604-MIF au catalogue — N° 046

ISSN: 1707-1844

ISBN: 0-662-78193-7

Document de recherche

Comptes des revenus et dépenses série technique

Comptes économiques provinciaux et territoriaux, 2003

Système de comptabilité nationale
21^e étage, Immeuble R.H. Coats, Ottawa, K1A 0T6

Téléphone: 1 613 951-3640



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comptes économiques provinciaux et territoriaux, 2003

Dans cette publication, on donne un aperçu des événements économiques récentes dans les provinces et territoires. On examine également les tendances des principaux agrégats du PIB en termes de revenus et de dépenses ainsi que les prix et le financement de l'activité économique selon le secteur institutionnel. Cet aperçu comporte également des graphiques et plusieurs tableaux statistiques détaillés.

Ottawa
Novembre 2004

N° 13-604-**MIF** n° 46 au catalogue
ISSN: 1707-1844
ISBN: 0-662-78193-7

N° 13-604-**MPF** n° 46 au catalogue
ISSN: 1707-1828
ISBN: 0-662-78192-9

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2004

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l' "American National Standard for Information Sciences" - "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 1984.



Tableaux des matières

À propos de : Comptes économiques provinciaux	1
À propos de : PIB par industrie provincial	2
À propos de : Tableaux entrées-sorties provinciaux	2
À propos de : Comptes des statistiques sur le travail	2
Comptes économiques provinciaux et territoriaux – 2000 à 2003	3
Tableaux : Indicateurs principaux des comptes économiques	6
Révisions apportées au produit intérieur brut provincial et territorial – de 2000 à 2003	20
Série technique	24

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada:

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0** zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s** valeur arrondie à 0 (zéro) où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie

- P** provisoire
- r** rectifié
- x** confidentiel en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique
- E** à utiliser avec prudence
- F** trop peu fiable pour être publié

À propos de : Comptes économiques provinciaux

Les estimations révisées des comptes économiques provinciaux et territoriaux pour 2000, 2001 et 2002 sont incluses dans la présente diffusion. Celle-ci comprend également des estimations mises à jour des données provisoires de 2003 qui ont été diffusées le 28 avril 2004.

Les comptes économiques provinciaux et territoriaux comprennent des estimations du produit intérieur brut (PIB) en termes de revenus et de dépenses, du PIB réel, des contributions à la variation en pourcentage du PIB réel, des indices implicites de prix, de la provenance et l'emploi du revenu personnel et des tableaux de données détaillés sur les administrations publiques. Les tableaux détaillés sur les administrations publiques comprennent des données révisées sur le revenu et les dépenses pour 2000 et 2001, fondées sur les comptes publics, ainsi que de nouvelles estimations pour 2002.

Des résumés par sous-secteur de l'administration publique (fédérale, provinciale, locale, RPC et RRQ) sont fournis aux tableaux 6 à 10. Les détails sur les revenus sont présentés aux tableaux 11 à 13. Le tableau 11 présente des données désagrégées sur les impôts directs, les cotisations aux régimes d'assurance sociale et les paiements de transfert effectués par des personnes aux administrations publiques. Le tableau 12 comprend les composantes des impôts sur la production et sur les produits, et le tableau 13, une liste des sources de revenus de placements des administrations publiques. Du côté des dépenses, les principaux transferts aux personnes sont présentés au tableau 14 tandis que les subventions et les transferts de capital au secteur des particuliers et au secteur des entreprises figurent au tableau 15. Enfin, le tableau 16 comprend une liste des transferts les plus importants entre les différents paliers de gouvernement.

Liste des tableaux

Tableau 01	Produit intérieur brut, en termes de revenus
Tableau 02	Produit intérieur brut, en termes de dépenses
Tableau 03	Produit intérieur brut réel, dollars enchaînés (1997)
Tableau 04	Contribution à la variation en pourcentage, Produit intérieur brut réel
Tableau 05	Indices implicites de prix, produit intérieur brut réel
Tableau 06	Recettes et dépenses du secteur des administrations publiques
Tableau 07	Recettes et dépenses de l'administration fédérale
Tableau 08	Recettes et dépenses des administrations provinciales
Tableau 09	Recettes et dépenses des administrations locales
Tableau 10	Recettes et dépenses du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec
Tableau 11	Impôts directs - Particuliers, cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts aux administrations publiques
Tableau 12	Impôts sur production et importations
Tableau 13	Revenus de placements des administrations publiques
Tableau 14	Transferts des administrations publiques aux particuliers
Tableau 15	Subventions et transferts de capitaux des administrations publiques
Tableau 16	Transferts entre administrations publiques
Tableau 17	Provenance et emploi du revenu personnel
Tableau 18	Certains indicateurs économiques

À propos de : PIB par industrie provincial

Sont publiées aujourd'hui les estimations révisées du PIB par industrie provincial exprimées en dollars enchaînés de 1997 pour les années 2000 à 2003. Les estimations sont produites à un niveau de détail qui recouvre 300 industries. Elles sont disponibles sur la base CANSIM ou par demandes spéciales dans le cas de 110 industries.

À propos de : Tableaux entrées-sorties provinciaux

Les tableaux d'entrées-sorties nationaux et provinciaux pour 2000 (données révisées) et 2001 (données provisoires) sont maintenant disponibles dans CANSIM.

Dans cette parution, certaines modifications qui avaient été mises en place en novembre 2003 dans les tableaux entrées-sorties provinciaux de 1999 et 2000 ont été appliquées rétroactivement jusqu'à 1997. En particulier, les trois groupes d'industries suivants ont été désagrégés: les industries du transport, celles de la radiotélévision et des télécommunications et celles des services professionnels, scientifiques et techniques. De plus, les composantes de la valeur ajoutée ont été éclatées dans l'espace des biens et services aux agrégations L, M et S pour toutes les industries dans le but de faciliter le calcul du PIB aux prix de base.

Les données révisées du commerce interprovincial et international de 2000 ainsi que les données provisoires de 2001 sont aussi disponibles.

Des changements ont été apportés à certaines catégories des tableaux de la demande finale pour faciliter leur interprétation. Les exportations sont maintenant fractionnées en exportations et réexportations, les ajouts aux stocks sont présentés indépendamment des retraits, alors que les véhicules usagés et rebuts sont présentés séparément.

Bientôt, un ensemble de tableaux historiques seront aussi mis en circulation pour les années 1961 à 1997 sur la base de la Classification industrielle des industries (CTI). Comme la mise en place du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) pour l'année de référence 1997 a créé des bris importants dans les statistiques des industries, un processus mécanique a été utilisé pour réaligner les statistiques du CTI au SCIAN. Cet alignement facilitera l'analyse pour des périodes plus longues.

Toutes les statistiques concordent avec le PIB national aux prix du marché diffusé le 31 mai 2004 et le PIB national mensuel par industrie diffusé le 30 septembre 2004. Les données concordent également avec les Comptes économiques provinciaux et les mesures du PIB provincial par industrie diffusés aujourd'hui.

À propos de : Comptes des statistiques sur le travail

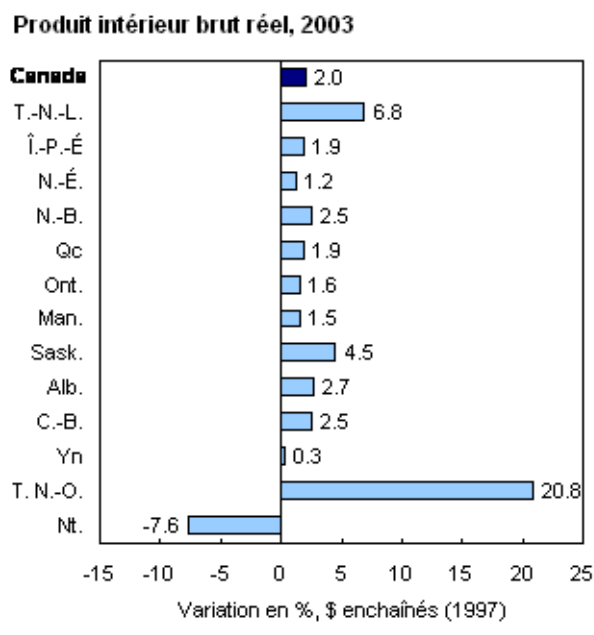
Les Comptes canadiens sur la productivité diffusent aujourd'hui les révisions des estimations sur l'emploi et les heures travaillées qui couvrent l'ensemble de l'économie canadienne par industrie et par province et territoire pour la période de 1997 à 2003. La ventilation des estimations par secteur : entreprises et non commercial sera publiée ultérieurement en même temps qu'une nouvelle base de données provinciales sur la productivité du travail et ses variables connexes.

La présente diffusion est accompagnée d'une étude portant sur les écarts de production économique par personne, tels que mesurés par le PIB par personne, dans toutes les provinces et les territoires, et vus d'une perspective à long terme.

Dans cette étude, on constate que, tout au long des années 1990 de même qu'au début des années 2000, le PIB par personne en Alberta s'est distancé à la hausse de la moyenne nationale. Au cours de la même période, le PIB par personne dans le reste des provinces a commencé à converger : celles dont le PIB par personne était le plus élevé en 1990 (l'Ontario et la Colombie-Britannique) ont eu tendance à connaître une faible croissance de leur PIB par personne, tandis que les provinces dont le PIB par personne était plus faible en 1990 (la Saskatchewan et les provinces Atlantiques) ont connu une croissance plus forte.

Comptes économiques provinciaux et territoriaux – 2000 à 2003¹

Le produit intérieur brut réel pour 2003 a été révisé à la hausse pour la plupart des provinces et des territoires sauf l'Île-du-Prince-Édouard et la Saskatchewan, dont le PIB réel est demeuré inchangé, et le Nouveau-Brunswick dont le PIB réel a été légèrement réduit. En 2003, les Territoires du Nord-Ouest et Terre-Neuve-et-Labrador ont affiché les taux de croissance les plus élevés. De façon générale, le PIB pour les provinces et les territoires a été révisé à la baisse en 2000, des révisions mixtes ayant été apportées pour 2001 et à la hausse pour 2002.



Faits saillants

À la suite d'une croissance élevée du PIB national réel en 2000 de l'ordre de 5,2 %, l'économie a ralenti à 1,8 % en 2001 pour connaître une croissance plus modérée de 3,4 % et de 2,0 % en 2002 et 2003, respectivement. Terre-Neuve-et-Labrador a affiché une forte progression en 2002 et 2003, la croissance du PIB ayant été stimulée par la production de pétrole. Parmi les territoires, les Territoires du Nord-Ouest ont connu une croissance impressionnante, pour atteindre 21,2 % en 2001 et 20,8 % en 2003 du fait de la vigueur de l'industrie du diamant dans ce territoire.

L'Alberta et l'Ontario se sont classées en tête des provinces en 2000, affichant un taux de croissance de 6,1 % et de 5,9 % respectivement. La hausse en Alberta a été alimentée par un secteur énergétique vigoureux, tandis que l'Ontario a été soutenu en partie par une forte demande de matériel informatique et de télécommunication. La croissance de 8,3 % au Nunavut a été dirigée par le secteur minier ainsi que par le gouvernement qui a engagé des dépenses au moment où le territoire était établi. L'Île-du-Prince-Édouard, affaiblie par un embargo des États-Unis touchant l'importation de pommes de terre, a enregistré le taux de croissance le plus faible, soit de 1,9 %, en baisse comme celui des autres provinces Atlantiques.

1. Il est maintenant possible d'obtenir des estimations révisées des comptes économiques provinciaux et territoriaux pour la période allant de 2000 à 2003. Cette diffusion des estimations met à jour le produit intérieur brut (PIB), à la suite de l'inclusion de révisions statistiques aux estimations nationales publiées le 31 mai 2004 (http://www.statcan.ca/francais/freepubl/13-605-XIF/2003001/data/2004ieal/index_f.htm).

La faiblesse de la demande de biens et de services tant au Canada qu'aux États-Unis a provoqué un ralentissement général de l'économie canadienne en 2001. Ce ralentissement a touché toutes les régions sauf la Nouvelle-Écosse, dont le taux de croissance s'est chiffré à 2,9 % et les Territoires du Nord-Ouest, où on a observé un taux de croissance de 21,2 %. En Nouvelle-Écosse, la croissance a été propulsée par la vigueur de l'industrie du gaz naturel à la suite de l'entrée en production du projet de l'île de Sable. Le sommet de croissance du PIB réel dans les Territoires du Nord-Ouest s'explique par les investissements liés à l'industrie du diamant. Les économies de la Saskatchewan et de l'Île-du-Prince-Édouard, toutes deux dévastées par la sécheresse en 2001, ont enregistré des taux de croissance de -1,8 % et -0,3 % respectivement.

En 2002, l'économie canadienne a pris de la vigueur, toutes les provinces à l'Est de l'Ontario ayant affiché des taux de croissance plus élevés que le taux national de 3,4 %. Terre-Neuve-et-Labrador s'est démarquée du reste des provinces par un taux de croissance remarquable de 16,7 %, stimulée par la production de pétrole brut en provenance du champ pétrolifère Terra Nova. L'économie de la Saskatchewan s'est encore repliée en 2002, la sécheresse se poursuivant. Quoique la croissance dans les Territoires du Nord-Ouest ait ralenti en 2002, elle était tout de même assez forte, relativement à la croissance nationale.

En tête de l'ensemble des provinces pour une deuxième année d'affilée, Terre-Neuve-et-Labrador a affiché en 2003 un taux de croissance de 6,8 %, en raison de la vigueur persistante de la production de pétrole. La Saskatchewan s'est rétablie après deux ans de recul, avec un taux de croissance de 4,5 %. Les Territoires du Nord-Ouest ont enregistré une forte progression en 2003, le secteur de l'extraction de diamants et les industries dérivées faisant passer le taux de croissance du PIB à 20,8 %.

Croissance du produit intérieur brut réel, variation en %, dollars enchaînées (1997)

	2000R	2001R	2002R	2003
T.-N.-L.	5.2	1.3	16.7	6.8
Î.-P.-É.	1.9	-0.3	6.1	1.9
N.-É.	3.1	2.9	5.2	1.2
N.-B.	2.1	1.3	4.8	2.5
Qc	4.3	1.1	4.1	1.9
Ont.	5.9	2.0	3.4	1.6
Man.	4.3	0.8	2.2	1.5
Sask.	2.6	-1.8	-0.3	4.5
Alb.	6.1	1.6	2.4	2.7
C.-B.	4.6	0.9	3.3	2.5
Yn	3.9	4.4	0.2	0.3
T.-N.-O.	6.4	21.2	4.1	20.8
Nt	8.3	5.0	5.0	-7.6
Canada	5.2	1.8	3.4	2.0

Certaines composantes

De façon générale, la rémunération des salariés représentait environ 50 % du PIB en dollars courants et ce ratio est demeuré relativement stable à l'échelle nationale au cours de la période de 2000 à 2003. Toutefois, ce rapport a varié considérablement d'une province à l'autre. En 1999, Terre-Neuve-et-Labrador a affiché le ratio le plus élevé, soit de 48 %, mais celui-ci a baissé ensuite, passant à moins de 40 % en 2003. Cette compensation est attribuable à des bénéfices d'entreprise supérieurs en raison de la prospérité du secteur de l'énergie. Par contre, le ratio pour la Saskatchewan, qui était de 39 % en 2000, est passé à 42 % en 2003 en raison de revenus agricoles moins élevés.

La croissance des dépenses de consommation a dépassé celle du revenu personnel disponible, de sorte que le taux d'épargne personnelle a baissé à l'échelle du pays. Pour 2003, cinq provinces ont enregistré un taux d'épargne négatif, comparativement à deux seulement en 2000.

Tant à Terre-Neuve-et-Labrador que dans les Territoires du Nord-Ouest, les bénéfices des sociétés (avant impôts) ont doublé au cours de la période. Par contre, l'Ontario et l'Alberta ont enregistré des baisses des bénéfices des sociétés pour deux des quatre années, tandis que le Nunavut a connu trois années de baisse. Le revenu comptable net des exploitants agricoles a diminué considérablement en 2002, la Nouvelle-Écosse, le Québec et l'Alberta ayant subi de fortes pertes.

La croissance des dépenses personnelles réelles en biens et services de consommation est demeurée relativement stable dans toutes les provinces au cours de la période à l'étude, le taux de croissance s'établissant entre 2,7 % et 4,0 % au niveau national. L'investissement en bâtiments résidentiels a augmenté rapidement à l'échelle du Canada, les mises en chantier progressant de plus de 45 % entre 1999 et 2003. Le Yukon, le Nouveau-Brunswick et le Québec ont été en tête de l'investissement résidentiel au cours de la période.

En 2002, l'investissement réel des entreprises en bâtiments non résidentiels a reculé à l'échelle nationale, mais a augmenté en Ontario, au Yukon et au Nunavut. L'investissement réel en machines et matériel a connu une forte croissance en 2000 et en 2003, mais a diminué en 2001 et en 2002 en raison d'une baisse au Québec et en Ontario.

Au niveau du Canada, les exportations internationales ont diminué, la baisse des exportations réelles en 2003 par rapport à 2000 s'expliquant par la faiblesse de l'économie américaine et la vigueur du dollar canadien. Les exportations internationales ont augmenté dans les provinces de l'Atlantique et les Territoires du Nord-Ouest depuis 2000, mais baissé dans le reste du pays, particulièrement au Québec et en Ontario. Les exportations de ces provinces ont été touchées par la baisse de la demande de matériel de télécommunications et d'automobiles.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Canada[1]

	1999	2000	2001	2002	2003
millions de dollars aux prix courants					
PIB en termes de revenus et de dépenses					
Rémunération des salariés	502 726 <i>5,8</i>	545 204 <i>8,4</i>	570 008 <i>4,5</i>	592 692 <i>4,0</i>	613 718 <i>3,5</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	110 769 <i>28,6</i>	135 978 <i>22,8</i>	126 620 <i>-6,9</i>	137 480 <i>8,6</i>	151 210 <i>10,0</i>
Intérêts et revenus divers de placements	55 650 <i>2,6</i>	66 631 <i>19,7</i>	63 450 <i>-4,8</i>	59 666 <i>-6,0</i>	63 151 <i>5,8</i>
Revenu net des entreprises individuelles	61 466 <i>6,1</i>	64 944 <i>5,7</i>	68 364 <i>5,3</i>	73 841 <i>8,0</i>	77 382 <i>4,8</i>
Impôts moins subventions	123 420 <i>5,2</i>	128 340 <i>4,0</i>	129 552 <i>0,9</i>	139 259 <i>7,5</i>	142 653 <i>2,4</i>
Revenu personnel disponible	596 227 <i>4,8</i>	639 567 <i>7,3</i>	667 477 <i>4,4</i>	692 691 <i>3,8</i>	713 548 <i>3,0</i>
Taux d'épargne personnelle[2]	4,0	4,7	4,6	3,2	1,4

millions de dollars enchaînés (1997)					
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	544 753 <i>3,8</i>	566 664 <i>4,0</i>	581 845 <i>2,7</i>	601 594 <i>3,4</i>	620 444 <i>3,1</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	181 006 <i>2,1</i>	186 589 <i>3,1</i>	193 487 <i>3,7</i>	198 902 <i>2,8</i>	206 466 <i>3,8</i>
Formation brute de capital fixe	192 088 <i>7,3</i>	201 109 <i>4,7</i>	209 418 <i>4,1</i>	214 350 <i>2,4</i>	224 837 <i>4,9</i>
Investissements en stocks	6 586 <i>...</i>	13 376 <i>...</i>	-4 332 <i>...</i>	2 079 <i>...</i>	11 888 <i>...</i>
Exportations de biens et services	421 046 <i>10,7</i>	458 574 <i>8,9</i>	445 583 <i>-2,8</i>	450 568 <i>1,1</i>	439 799 <i>-2,4</i>
Importations de biens et services	375 219 <i>7,8</i>	405 715 <i>8,1</i>	385 496 <i>-5,0</i>	391 070 <i>1,4</i>	405 977 <i>3,8</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	969 750 <i>5,5</i>	1 020 488 <i>5,2</i>	1 038 845 <i>1,8</i>	1 074 621 <i>3,4</i>	1 096 359 <i>2,0</i>
PIB aux prix de base, par industrie					
Industries productrices de biens	292 849 <i>6,0</i>	312 498 <i>6,7</i>	306 484 <i>-1,9</i>	311 916 <i>1,8</i>	317 208 <i>1,7</i>
Industries productrices de services	603 224 <i>5,4</i>	631 056 <i>4,6</i>	653 811 <i>3,6</i>	681 007 <i>4,2</i>	697 886 <i>2,5</i>
Production industrielle	223 124 <i>6,2</i>	239 944 <i>7,5</i>	232 244 <i>-3,2</i>	236 852 <i>2,0</i>	238 435 <i>0,7</i>
Fabrication de biens non durables	64 750 <i>3,2</i>	70 046 <i>8,2</i>	71 223 <i>1,7</i>	72 936 <i>2,4</i>	72 913 <i>-0,0</i>
Fabrication de biens durables	96 810 <i>11,8</i>	107 458 <i>11,0</i>	99 124 <i>-7,8</i>	101 478 <i>2,4</i>	101 679 <i>0,2</i>
Fabrication	161 634 <i>8,3</i>	177 618 <i>9,9</i>	170 574 <i>-4,0</i>	174 647 <i>2,4</i>	174 820 <i>0,1</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	23 277 <i>7,0</i>	23 344 <i>0,3</i>	22 004 <i>-5,7</i>	21 237 <i>-3,5</i>	22 842 <i>7,6</i>
Construction	46 433 <i>4,5</i>	48 992 <i>5,5</i>	52 373 <i>6,9</i>	53 904 <i>2,9</i>	56 273 <i>4,4</i>
Commerce de gros	50 401 <i>6,9</i>	53 587 <i>6,3</i>	54 766 <i>2,2</i>	58 660 <i>7,1</i>	61 941 <i>5,6</i>
Commerce de détail	46 941 <i>4,7</i>	49 924 <i>6,4</i>	52 789 <i>5,7</i>	55 590 <i>5,3</i>	57 126 <i>2,8</i>
Statistiques sur le travail					
Heures travaillées pour tous emplois (milliers)	26 166 133 <i>3,1</i>	26 752 978 <i>2,2</i>	26 839 892 <i>0,3</i>	27 159 111 <i>1,2</i>	27 558 356 <i>1,5</i>
Nombre total d'emplois (unités)	14 822 852 <i>2,8</i>	15 180 738 <i>2,4</i>	15 313 888 <i>0,9</i>	15 652 814 <i>2,2</i>	15 954 456 <i>1,9</i>

1 La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.

2 Taux actuel.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Terre-neuve-et-Labrador[1]

	1999	2000	2001	2002	2003
millions de dollars aux prix courants					
PIB en termes de revenus et de dépenses					
Rémunération des salariés	5 856	6 357	6 656	6 918	7 259
	<i>4,9</i>	<i>8,6</i>	<i>4,7</i>	<i>3,9</i>	<i>4,9</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	1 279	2 302	2 065	3 869	4 744
	<i>42,6</i>	<i>80,0</i>	<i>-10,3</i>	<i>87,4</i>	<i>22,6</i>
Intérêts et revenus divers de placements	833	817	785	744	735
	<i>10,2</i>	<i>-1,9</i>	<i>-3,9</i>	<i>-5,2</i>	<i>-1,2</i>
Revenu net des entreprises individuelles	953	936	902	948	1 004
	<i>13,2</i>	<i>-1,8</i>	<i>-3,6</i>	<i>5,1</i>	<i>5,9</i>
Impôts moins subventions	1 568	1 622	1 691	1 825	1 941
	<i>10,4</i>	<i>3,4</i>	<i>4,3</i>	<i>7,9</i>	<i>6,4</i>
Revenu personnel disponible	8 378	8 740	9 098	9 313	9 734
	<i>3,5</i>	<i>4,3</i>	<i>4,1</i>	<i>2,4</i>	<i>4,5</i>
Taux d'épargne personnelle[2]	1,9	0,6	0,7	-0,7	-0,5

millions de dollars enchaînés (1997)					
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	7 858	8 094	8 319	8 531	8 751
	<i>4,0</i>	<i>3,0</i>	<i>2,8</i>	<i>2,5</i>	<i>2,6</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	3 599	3 653	3 752	3 923	4 118
	<i>1,5</i>	<i>1,5</i>	<i>2,7</i>	<i>4,6</i>	<i>5,0</i>
Formation brute de capital fixe	3 646	3 285	3 230	3 607	3 740
	<i>30,0</i>	<i>-9,9</i>	<i>-1,7</i>	<i>11,7</i>	<i>3,7</i>
Investissements en stocks	-72	288	89	67	100

Exportations de biens et services	5 674	6 355	6 236	8 099	8 914
	<i>9,0</i>	<i>12,0</i>	<i>-1,9</i>	<i>29,9</i>	<i>10,1</i>
Importations de biens et services	9 019	9 411	9 183	9 834	10 248
	<i>11,8</i>	<i>4,3</i>	<i>-2,4</i>	<i>7,1</i>	<i>4,2</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	11 715	12 322	12 478	14 557	15 542
	<i>5,5</i>	<i>5,2</i>	<i>1,3</i>	<i>16,7</i>	<i>6,8</i>
PIB aux prix de base, par industrie					
Industries productrices de biens	3 286	3 614	3 602	4 535	4 909
	<i>12,2</i>	<i>10,0</i>	<i>-0,3</i>	<i>25,9</i>	<i>8,2</i>
Industries productrices de services	7 285	7 444	7 679	7 993	8 177
	<i>3,4</i>	<i>2,2</i>	<i>3,2</i>	<i>4,1</i>	<i>2,3</i>
Production industrielle	2 234	2 645	2 524	3 495	3 842
	<i>10,1</i>	<i>18,4</i>	<i>-4,6</i>	<i>38,5</i>	<i>9,9</i>
Fabrication de biens non durables	609	616	572	609	621
	<i>10,5</i>	<i>1,1</i>	<i>-7,1</i>	<i>6,5</i>	<i>2,0</i>
Fabrication de biens durables	182	220	247	221	296
	<i>50,4</i>	<i>20,9</i>	<i>12,3</i>	<i>-10,5</i>	<i>33,9</i>
Fabrication	816	852	826	833	920
	<i>20,4</i>	<i>4,4</i>	<i>-3,1</i>	<i>0,8</i>	<i>10,4</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	365	358	363	361	372
	<i>15,1</i>	<i>-1,9</i>	<i>1,4</i>	<i>-0,6</i>	<i>3,0</i>
Construction	435	445	457	474	479
	<i>10,1</i>	<i>2,3</i>	<i>2,7</i>	<i>3,7</i>	<i>1,1</i>
Commerce de gros	670	588	681	657	673
	<i>18,4</i>	<i>-12,2</i>	<i>15,8</i>	<i>-3,5</i>	<i>2,4</i>
Commerce de détail	621	664	717	746	770
	<i>5,6</i>	<i>6,9</i>	<i>8,0</i>	<i>4,0</i>	<i>3,2</i>
Statistiques sur le travail					
Heures travaillées pour tous emplois (milliers)	360 317	362 002	368 115	375 517	373 959
	<i>6,8</i>	<i>0,5</i>	<i>1,7</i>	<i>2,0</i>	<i>-0,4</i>
Nombre total d'emplois (unités)	195 681	197 726	201 664	206 871	208 325
	<i>5,5</i>	<i>1,0</i>	<i>2,0</i>	<i>2,6</i>	<i>0,7</i>

1 La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.

2 Taux actuel.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Île-du-Prince-Édouard[1]

	1999	2000	2001	2002	2003
millions de dollars aux prix courants					
PIB en termes de revenus et de dépenses					
Rémunération des salariés	1 612	1 746	1 812	1 902	1 993
	<i>6,7</i>	<i>8,3</i>	<i>3,8</i>	<i>5,0</i>	<i>4,8</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	344	362	369	400	402
	<i>13,5</i>	<i>5,2</i>	<i>1,9</i>	<i>8,4</i>	<i>0,5</i>
Intérêts et revenus divers de placements	124	135	153	145	138
	<i>-10,8</i>	<i>8,9</i>	<i>13,3</i>	<i>-5,2</i>	<i>-4,8</i>
Revenu net des entreprises individuelles	269	280	299	310	325
	<i>4,3</i>	<i>4,1</i>	<i>6,8</i>	<i>3,7</i>	<i>4,8</i>
Impôts moins subventions	385	407	382	453	480
	<i>5,5</i>	<i>5,7</i>	<i>-6,1</i>	<i>18,6</i>	<i>6,0</i>
Revenu personnel disponible	2 266	2 420	2 463	2 593	2 621
	<i>5,2</i>	<i>6,8</i>	<i>1,8</i>	<i>5,3</i>	<i>1,1</i>
Taux d'épargne personnelle[2]	3,3	1,9	-0,2	0,6	-3,1

millions de dollars enchaînés (1997)					
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	2 102	2 195	2 241	2 298	2 354
	<i>3,8</i>	<i>4,4</i>	<i>2,1</i>	<i>2,5</i>	<i>2,4</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	963	940	971	988	1 043
	<i>7,1</i>	<i>-2,4</i>	<i>3,3</i>	<i>1,8</i>	<i>5,6</i>
Formation brute de capital fixe	586	622	642	672	704
	<i>17,2</i>	<i>6,1</i>	<i>3,2</i>	<i>4,7</i>	<i>4,8</i>
Investissements en stocks	12	74	-55	88	42

Exportations de biens et services	1 704	1 772	1 751	1 790	1 847
	<i>8,6</i>	<i>4,0</i>	<i>-1,2</i>	<i>2,2</i>	<i>3,2</i>
Importations de biens et services	2 317	2 496	2 451	2 544	2 630
	<i>10,5</i>	<i>7,7</i>	<i>-1,8</i>	<i>3,8</i>	<i>3,4</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	3 052	3 111	3 102	3 290	3 353
	<i>4,2</i>	<i>1,9</i>	<i>-0,3</i>	<i>6,1</i>	<i>1,9</i>
PIB aux prix de base, par industrie					
Industries productrices de biens	710	724	692	747	748
	<i>7,3</i>	<i>2,0</i>	<i>-4,4</i>	<i>7,9</i>	<i>0,1</i>
Industries productrices de services	2 049	2 091	2 117	2 231	2 293
	<i>2,9</i>	<i>2,0</i>	<i>1,2</i>	<i>5,4</i>	<i>2,8</i>
Production industrielle	363	379	373	428	435
	<i>13,4</i>	<i>4,4</i>	<i>-1,6</i>	<i>14,7</i>	<i>1,6</i>
Fabrication de biens non durables	228	241	237	266	267
	<i>7,5</i>	<i>5,7</i>	<i>-1,7</i>	<i>12,2</i>	<i>0,4</i>
Fabrication de biens durables	94	102	94	118	123
	<i>32,4</i>	<i>8,5</i>	<i>-7,8</i>	<i>25,5</i>	<i>4,2</i>
Fabrication	315	336	315	368	373
	<i>12,1</i>	<i>6,7</i>	<i>-6,3</i>	<i>16,8</i>	<i>1,4</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	203	196	158	143	134
	<i>-1,9</i>	<i>-3,4</i>	<i>-19,4</i>	<i>-9,5</i>	<i>-6,3</i>
Construction	109	112	110	117	126
	<i>-1,8</i>	<i>2,8</i>	<i>-1,8</i>	<i>6,4</i>	<i>7,7</i>
Commerce de gros	145	149	160	167	165
	<i>6,6</i>	<i>2,8</i>	<i>7,4</i>	<i>4,4</i>	<i>-1,2</i>
Commerce de détail	182	200	206	218	221
	<i>6,4</i>	<i>9,9</i>	<i>3,0</i>	<i>5,8</i>	<i>1,4</i>
Statistiques sur le travail					
Heures travaillées pour tous emplois (milliers)	115 039	119 745	122 775	124 329	126 668
	<i>5,1</i>	<i>4,1</i>	<i>2,5</i>	<i>1,3</i>	<i>1,9</i>
Nombre total d'emplois (unités)	63 502	66 546	68 101	69 609	71 482
	<i>3,6</i>	<i>4,8</i>	<i>2,3</i>	<i>2,2</i>	<i>2,7</i>

1 La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.

2 Taux actuel.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Nouvelle-Écosse[1]

	1999	2000	2001	2002	2003
millions de dollars aux prix courants					
PIB en termes de revenus et de dépenses					
Rémunération des salariés	12 416	13 107	13 606	14 336	14 946
	<i>8,0</i>	<i>5,6</i>	<i>3,8</i>	<i>5,4</i>	<i>4,3</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	1 832	2 281	2 456	2 511	2 969
	<i>20,1</i>	<i>24,5</i>	<i>7,7</i>	<i>2,2</i>	<i>18,2</i>
Intérêts et revenus divers de placements	1 155	1 263	1 245	1 170	1 181
	<i>4,8</i>	<i>9,4</i>	<i>-1,4</i>	<i>-6,0</i>	<i>0,9</i>
Revenu net des entreprises individuelles	1 746	1 772	1 877	2 004	2 132
	<i>6,5</i>	<i>1,5</i>	<i>5,9</i>	<i>6,8</i>	<i>6,4</i>
Impôts moins subventions	2 892	2 999	3 231	3 475	3 696
	<i>5,1</i>	<i>3,7</i>	<i>7,7</i>	<i>7,6</i>	<i>6,4</i>
Revenu personnel disponible	16 827	17 526	18 135	18 685	19 335
	<i>4,9</i>	<i>4,2</i>	<i>3,5</i>	<i>3,0</i>	<i>3,5</i>
Taux d'épargne personnelle[2]	3,8	2,3	2,6	0,3	-0,8

millions de dollars enchaînés (1997)					
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	15 378	15 746	15 969	16 557	16 895
	<i>4,2</i>	<i>2,4</i>	<i>1,4</i>	<i>3,7</i>	<i>2,0</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	6 830	6 846	6 915	7 036	7 296
	<i>1,9</i>	<i>0,2</i>	<i>1,0</i>	<i>1,7</i>	<i>3,7</i>
Formation brute de capital fixe	5 424	4 831	5 509	5 802	5 621
	<i>23,4</i>	<i>-10,9</i>	<i>14,0</i>	<i>5,3</i>	<i>-3,1</i>
Investissements en stocks	76	190	13	-16	69

Exportations de biens et services	10 207	11 170	11 661	12 149	12 286
	<i>5,6</i>	<i>9,4</i>	<i>4,4</i>	<i>4,2</i>	<i>1,1</i>
Importations de biens et services	15 647	15 832	16 450	16 648	17 020
	<i>8,2</i>	<i>1,2</i>	<i>3,9</i>	<i>1,2</i>	<i>2,2</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	22 285	22 970	23 641	24 874	25 180
	<i>5,5</i>	<i>3,1</i>	<i>2,9</i>	<i>5,2</i>	<i>1,2</i>
PIB aux prix de base, par industrie					
Industries productrices de biens	4 908	5 034	5 294	5 550	5 506
	<i>10,3</i>	<i>2,6</i>	<i>5,2</i>	<i>4,8</i>	<i>-0,8</i>
Industries productrices de services	15 334	15 790	16 332	16 997	17 380
	<i>4,8</i>	<i>3,0</i>	<i>3,4</i>	<i>4,1</i>	<i>2,3</i>
Production industrielle	2 952	3 217	3 317	3 631	3 476
	<i>4,9</i>	<i>9,0</i>	<i>3,1</i>	<i>9,5</i>	<i>-4,3</i>
Fabrication de biens non durables	1 393	1 292	1 291	1 312	1 349
	<i>16,4</i>	<i>-7,3</i>	<i>-0,1</i>	<i>1,6</i>	<i>2,8</i>
Fabrication de biens durables	767	888	906	1 068	971
	<i>-0,4</i>	<i>15,8</i>	<i>2,0</i>	<i>17,9</i>	<i>-9,1</i>
Fabrication	2 131	2 130	2 077	2 212	2 175
	<i>8,6</i>	<i>-0,0</i>	<i>-2,5</i>	<i>6,5</i>	<i>-1,7</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	588	608	644	649	637
	<i>16,2</i>	<i>3,4</i>	<i>5,9</i>	<i>0,8</i>	<i>-1,8</i>
Construction	998	1 027	1 021	1 057	1 111
	<i>12,3</i>	<i>2,9</i>	<i>-0,6</i>	<i>3,5</i>	<i>5,1</i>
Commerce de gros	1 357	1 161	1 272	1 224	1 327
	<i>20,2</i>	<i>-14,4</i>	<i>9,6</i>	<i>-3,8</i>	<i>8,4</i>
Commerce de détail	1 290	1 368	1 440	1 533	1 564
	<i>8,2</i>	<i>6,0</i>	<i>5,3</i>	<i>6,5</i>	<i>2,0</i>
Statistiques sur le travail					
Heures travaillées pour tous emplois (milliers)	743 005	749 457	757 396	762 212	761 673
	<i>2,6</i>	<i>0,9</i>	<i>1,1</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,1</i>
Nombre total d'emplois (unités)	421 256	427 375	429 681	438 231	442 505
	<i>2,5</i>	<i>1,5</i>	<i>0,5</i>	<i>2,0</i>	<i>1,0</i>

1 La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.

2 Taux actuel.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Nouveau-Brunswick[1]

	1999	2000	2001	2002	2003
millions de dollars aux prix courants					
PIB en termes de revenus et de dépenses					
Rémunération des salariés	9 995	10 604	10 656	11 105	11 605
	<i>7,3</i>	<i>6,1</i>	<i>0,5</i>	<i>4,2</i>	<i>4,5</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	1 769	1 846	1 904	1 888	2 087
	<i>35,8</i>	<i>4,4</i>	<i>3,1</i>	<i>-0,8</i>	<i>10,5</i>
Intérêts et revenus divers de placements	1 287	1 345	1 317	1 172	1 248
	<i>5,0</i>	<i>4,5</i>	<i>-2,1</i>	<i>-11,0</i>	<i>6,5</i>
Revenu net des entreprises individuelles	1 235	1 253	1 332	1 366	1 426
	<i>4,7</i>	<i>1,5</i>	<i>6,3</i>	<i>2,6</i>	<i>4,4</i>
Impôts moins subventions	2 297	2 430	2 562	2 785	2 980
	<i>6,1</i>	<i>5,8</i>	<i>5,4</i>	<i>8,7</i>	<i>7,0</i>
Revenu personnel disponible	13 189	13 730	14 139	14 484	14 939
	<i>4,8</i>	<i>4,1</i>	<i>3,0</i>	<i>2,4</i>	<i>3,1</i>
Taux d'épargne personnelle[2]	6,4	4,9	5,2	3,1	2,3

millions de dollars enchaînés (1997)					
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	11 759	12 100	12 243	12 584	12 830
	<i>4,0</i>	<i>2,9</i>	<i>1,2</i>	<i>2,8</i>	<i>2,0</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	5 078	4 923	4 970	5 129	5 433
	<i>2,9</i>	<i>-3,1</i>	<i>1,0</i>	<i>3,2</i>	<i>5,9</i>
Formation brute de capital fixe	4 071	4 140	3 502	3 569	4 078
	<i>27,9</i>	<i>1,7</i>	<i>-15,4</i>	<i>1,9</i>	<i>14,3</i>
Investissements en stocks	99	217	-37	14	89

Exportations de biens et services	12 625	13 008	14 515	15 148	15 016
	<i>6,0</i>	<i>3,0</i>	<i>11,6</i>	<i>4,4</i>	<i>-0,9</i>
Importations de biens et services	15 095	15 460	16 103	16 514	16 963
	<i>9,9</i>	<i>2,4</i>	<i>4,2</i>	<i>2,6</i>	<i>2,7</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	18 553	18 942	19 181	20 108	20 618
	<i>6,2</i>	<i>2,1</i>	<i>1,3</i>	<i>4,8</i>	<i>2,5</i>
PIB aux prix de base, par industrie					
Industries productrices de biens	5 333	5 459	5 395	5 691	5 809
	<i>10,4</i>	<i>2,4</i>	<i>-1,2</i>	<i>5,5</i>	<i>2,1</i>
Industries productrices de services	11 558	11 872	12 252	12 727	13 029
	<i>4,5</i>	<i>2,7</i>	<i>3,2</i>	<i>3,9</i>	<i>2,4</i>
Production industrielle	3 514	3 611	3 544	3 769	3 735
	<i>6,8</i>	<i>2,8</i>	<i>-1,9</i>	<i>6,3</i>	<i>-0,9</i>
Fabrication de biens non durables	1 552	1 726	1 616	1 789	1 762
	<i>5,9</i>	<i>11,2</i>	<i>-6,4</i>	<i>10,7</i>	<i>-1,5</i>
Fabrication de biens durables	1 014	1 011	1 016	1 104	1 106
	<i>14,8</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,5</i>	<i>8,7</i>	<i>0,2</i>
Fabrication	2 558	2 735	2 638	2 873	2 845
	<i>8,7</i>	<i>6,9</i>	<i>-3,5</i>	<i>8,9</i>	<i>-1,0</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	708	722	830	871	840
	<i>10,3</i>	<i>2,0</i>	<i>15,0</i>	<i>4,9</i>	<i>-3,6</i>
Construction	755	774	817	843	871
	<i>2,2</i>	<i>2,5</i>	<i>5,6</i>	<i>3,2</i>	<i>3,3</i>
Commerce de gros	1 113	1 127	1 006	1 032	1 190
	<i>23,5</i>	<i>1,3</i>	<i>-10,7</i>	<i>2,6</i>	<i>15,3</i>
Commerce de détail	998	1 080	1 115	1 151	1 161
	<i>4,8</i>	<i>8,2</i>	<i>3,2</i>	<i>3,2</i>	<i>0,9</i>
Statistiques sur le travail					
Heures travaillées pour tous emplois (milliers)	605 964	617 254	615 057	624 817	624 412
	<i>3,5</i>	<i>1,9</i>	<i>-0,4</i>	<i>1,6</i>	<i>-0,1</i>
Nombre total d'emplois (unités)	333 330	340 139	341 042	346 805	347 339
	<i>3,4</i>	<i>2,0</i>	<i>0,3</i>	<i>1,7</i>	<i>0,2</i>

1 La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.

2 Taux actuel.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Québec[1]

	1999	2000	2001	2002	2003
millions de dollars aux prix courants					
PIB en termes de revenus et de dépenses					
Rémunération des salariés	108 173	117 658	121 990	127 524	132 394
	<i>5,6</i>	<i>8,8</i>	<i>3,7</i>	<i>4,5</i>	<i>3,8</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	23 065	23 761	21 529	24 923	25 018
	<i>32,4</i>	<i>3,0</i>	<i>-9,4</i>	<i>15,8</i>	<i>0,4</i>
Intérêts et revenus divers de placements	12 825	14 028	13 885	13 902	14 273
	<i>1,9</i>	<i>9,4</i>	<i>-1,0</i>	<i>0,1</i>	<i>2,7</i>
Revenu net des entreprises individuelles	12 084	12 416	12 940	13 918	14 647
	<i>5,2</i>	<i>2,7</i>	<i>4,2</i>	<i>7,6</i>	<i>5,2</i>
Impôts moins subventions	28 751	30 080	30 293	32 491	33 326
	<i>5,3</i>	<i>4,6</i>	<i>0,7</i>	<i>7,3</i>	<i>2,6</i>
Revenu personnel disponible	131 076	139 159	144 912	151 705	156 862
	<i>4,5</i>	<i>6,2</i>	<i>4,1</i>	<i>4,7</i>	<i>3,4</i>
Taux d'épargne personnelle[2]	3,4	3,8	4,0	3,8	2,4

millions de dollars enchaînés (1997)					
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	120 924	124 959	128 050	132 168	136 563
	<i>3,5</i>	<i>3,3</i>	<i>2,5</i>	<i>3,2</i>	<i>3,3</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	42 715	43 936	45 508	47 118	48 699
	<i>2,6</i>	<i>2,9</i>	<i>3,6</i>	<i>3,5</i>	<i>3,4</i>
Formation brute de capital fixe	36 605	37 857	38 248	40 910	43 410
	<i>8,9</i>	<i>3,4</i>	<i>1,0</i>	<i>7,0</i>	<i>6,1</i>
Investissements en stocks	2 487	3 029	-1 734	-244	990

Exportations de biens et services	122 269	135 478	132 106	131 866	130 304
	<i>11,5</i>	<i>10,8</i>	<i>-2,5</i>	<i>-0,2</i>	<i>-1,2</i>
Importations de biens et services	118 506	129 842	124 213	124 836	129 339
	<i>9,1</i>	<i>9,6</i>	<i>-4,3</i>	<i>0,5</i>	<i>3,6</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	206 467	215 424	217 825	226 773	230 983
	<i>6,2</i>	<i>4,3</i>	<i>1,1</i>	<i>4,1</i>	<i>1,9</i>
PIB aux prix de base, par industrie					
Industries productrices de biens	65 543	70 817	70 347	72 303	72 545
	<i>7,9</i>	<i>8,0</i>	<i>-0,7</i>	<i>2,8</i>	<i>0,3</i>
Industries productrices de services	126 936	130 587	134 458	141 396	145 186
	<i>5,7</i>	<i>2,9</i>	<i>3,0</i>	<i>5,2</i>	<i>2,7</i>
Production industrielle	53 157	57 648	56 363	57 605	56 867
	<i>9,9</i>	<i>8,4</i>	<i>-2,2</i>	<i>2,2</i>	<i>-1,3</i>
Fabrication de biens non durables	18 487	19 966	20 803	21 522	21 177
	<i>2,0</i>	<i>8,0</i>	<i>4,2</i>	<i>3,5</i>	<i>-1,6</i>
Fabrication de biens durables	25 262	28 129	26 021	26 082	25 713
	<i>18,7</i>	<i>11,3</i>	<i>-7,5</i>	<i>0,2</i>	<i>-1,4</i>
Fabrication	43 711	48 090	46 536	47 002	46 428
	<i>10,8</i>	<i>10,0</i>	<i>-3,2</i>	<i>1,0</i>	<i>-1,2</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	3 897	3 784	4 106	4 044	4 266
	<i>11,4</i>	<i>-2,9</i>	<i>8,5</i>	<i>-1,5</i>	<i>5,5</i>
Construction	9 806	10 469	10 861	11 908	12 514
	<i>4,3</i>	<i>6,8</i>	<i>3,7</i>	<i>9,6</i>	<i>5,1</i>
Commerce de gros	8 480	9 287	9 732	10 631	11 353
	<i>-4,0</i>	<i>9,5</i>	<i>4,8</i>	<i>9,2</i>	<i>6,8</i>
Commerce de détail	10 798	11 401	12 019	12 808	13 279
	<i>5,3</i>	<i>5,6</i>	<i>5,4</i>	<i>6,6</i>	<i>3,7</i>
Statistiques sur le travail					
Heures travaillées pour tous emplois (milliers)	5 839 765	5 946 577	5 900 373	6 046 151	6 046 999
	<i>3,8</i>	<i>1,8</i>	<i>-0,8</i>	<i>2,5</i>	<i>0,0</i>
Nombre total d'emplois (unités)	3 340 758	3 414 461	3 441 919	3 564 251	3 602 541
	<i>3,0</i>	<i>2,2</i>	<i>0,8</i>	<i>3,6</i>	<i>1,1</i>

1 La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.

2 Taux actuel.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Ontario[1]

	1999	2000	2001	2002	2003
millions de dollars aux prix courants					
PIB en termes de revenus et de dépenses					
Rémunération des salariés	214 520	233 876	242 939	251 226	259 052
	<i>7,3</i>	<i>9,0</i>	<i>3,9</i>	<i>3,4</i>	<i>3,1</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	49 738	54 356	49 441	59 893	58 852
	<i>25,9</i>	<i>9,3</i>	<i>-9,0</i>	<i>21,1</i>	<i>-1,7</i>
Intérêts et revenus divers de placements	16 936	18 252	17 051	17 077	17 158
	<i>-1,1</i>	<i>7,8</i>	<i>-6,6</i>	<i>0,2</i>	<i>0,5</i>
Revenu net des entreprises individuelles	25 553	27 684	29 105	31 518	32 719
	<i>6,2</i>	<i>8,3</i>	<i>5,1</i>	<i>8,3</i>	<i>3,8</i>
Impôts moins subventions	54 934	56 975	59 410	61 734	61 839
	<i>6,8</i>	<i>3,7</i>	<i>4,3</i>	<i>3,9</i>	<i>0,2</i>
Revenu personnel disponible	244 136	265 316	274 211	283 987	291 738
	<i>5,5</i>	<i>8,7</i>	<i>3,4</i>	<i>3,6</i>	<i>2,7</i>
Taux d'épargne personnelle[2]	6,5	7,6	6,4	4,9	3,0

millions de dollars enchaînés (1997)					
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	216 622	227 244	233 535	241 873	249 657
	<i>4,6</i>	<i>4,9</i>	<i>2,8</i>	<i>3,6</i>	<i>3,2</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	66 158	68 306	70 947	73 214	76 583
	<i>2,4</i>	<i>3,2</i>	<i>3,9</i>	<i>3,2</i>	<i>4,6</i>
Formation brute de capital fixe	73 241	75 778	77 443	79 455	83 855
	<i>11,6</i>	<i>3,5</i>	<i>2,2</i>	<i>2,6</i>	<i>5,5</i>
Investissements en stocks	1 120	4 512	-1 711	603	3 420

Exportations de biens et services	289 805	312 492	304 950	309 656	307 888
	<i>11,3</i>	<i>7,8</i>	<i>-2,4</i>	<i>1,5</i>	<i>-0,6</i>
Importations de biens et services	241 940	259 584	247 549	252 006	261 606
	<i>8,4</i>	<i>7,3</i>	<i>-4,6</i>	<i>1,8</i>	<i>3,8</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	405 034	429 105	437 600	452 431	459 805
	<i>7,5</i>	<i>5,9</i>	<i>2,0</i>	<i>3,4</i>	<i>1,6</i>
PIB aux prix de base, par industrie					
Industries productrices de biens	118 135	125 845	124 118	128 848	129 479
	<i>8,3</i>	<i>6,5</i>	<i>-1,4</i>	<i>3,8</i>	<i>0,5</i>
Industries productrices de services	255 058	270 266	279 836	288 843	295 439
	<i>7,3</i>	<i>6,0</i>	<i>3,5</i>	<i>3,2</i>	<i>2,3</i>
Production industrielle	95 310	102 504	99 573	103 301	103 007
	<i>7,2</i>	<i>7,5</i>	<i>-2,9</i>	<i>3,7</i>	<i>-0,3</i>
Fabrication de biens non durables	29 052	31 247	31 768	33 208	33 211
	<i>1,5</i>	<i>7,6</i>	<i>1,7</i>	<i>4,5</i>	<i>0,0</i>
Fabrication de biens durables	53 526	58 033	54 118	56 082	56 151
	<i>11,6</i>	<i>8,4</i>	<i>-6,7</i>	<i>3,6</i>	<i>0,1</i>
Fabrication	82 814	89 873	85 541	88 351	88 312
	<i>8,1</i>	<i>8,5</i>	<i>-4,8</i>	<i>3,3</i>	<i>-0,0</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	4 886	4 671	4 477	4 617	4 655
	<i>9,8</i>	<i>-4,4</i>	<i>-4,2</i>	<i>3,1</i>	<i>0,8</i>
Construction	24 339	26 245	26 496	28 147	29 777
	<i>11,8</i>	<i>7,8</i>	<i>1,0</i>	<i>6,2</i>	<i>5,8</i>
Commerce de gros	17 963	18 552	19 961	21 055	21 946
	<i>14,4</i>	<i>3,3</i>	<i>7,6</i>	<i>5,5</i>	<i>4,2</i>
Commerce de détail	18 618	19 962	20 943	21 549	22 244
	<i>5,0</i>	<i>7,2</i>	<i>4,9</i>	<i>2,9</i>	<i>3,2</i>
Statistiques sur le travail					
Heures travaillées pour tous emplois (milliers)	10 381 457	10 645 731	10 759 486	10 840 387	11 030 372
	<i>3,9</i>	<i>2,5</i>	<i>1,1</i>	<i>0,8</i>	<i>1,8</i>
Nombre total d'emplois (unités)	5 803 688	5 984 429	6 072 603	6 175 935	6 329 683
	<i>3,2</i>	<i>3,1</i>	<i>1,5</i>	<i>1,7</i>	<i>2,5</i>

1 La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.

2 Taux actuel.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Manitoba[1]

	1999	2000	2001	2002	2003
millions de dollars aux prix courants					
PIB en termes de revenus et de dépenses					
Rémunération des salariés	16 275	17 146	17 733	18 581	19 256
	<i>3,8</i>	<i>5,4</i>	<i>3,4</i>	<i>4,8</i>	<i>3,6</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	2 600	2 890	2 812	3 179	3 558
	<i>8,7</i>	<i>11,2</i>	<i>-2,7</i>	<i>13,1</i>	<i>11,9</i>
Intérêts et revenus divers de placements	2 702	3 041	3 033	2 720	2 363
	<i>2,7</i>	<i>12,5</i>	<i>-0,3</i>	<i>-10,3</i>	<i>-13,1</i>
Revenu net des entreprises individuelles	2 209	2 245	2 357	2 472	2 540
	<i>4,2</i>	<i>1,6</i>	<i>5,0</i>	<i>4,9</i>	<i>2,8</i>
Impôts moins subventions	4 010	4 259	4 433	4 825	4 862
	<i>-1,3</i>	<i>6,2</i>	<i>4,1</i>	<i>8,8</i>	<i>0,8</i>
Revenu personnel disponible	21 133	22 102	22 943	23 550	24 043
	<i>3,0</i>	<i>4,6</i>	<i>3,8</i>	<i>2,6</i>	<i>2,1</i>
Taux d'épargne personnelle[2]	4,8	4,9	4,0	2,0	0,3

millions de dollars enchaînés (1997)					
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	19 202	19 629	20 128	20 696	21 134
	<i>2,1</i>	<i>2,2</i>	<i>2,5</i>	<i>2,8</i>	<i>2,1</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	7 064	7 201	7 364	7 553	7 675
	<i>5,5</i>	<i>1,9</i>	<i>2,3</i>	<i>2,6</i>	<i>1,6</i>
Formation brute de capital fixe	5 692	5 598	5 874	6 124	6 328
	<i>5,5</i>	<i>-1,7</i>	<i>4,9</i>	<i>4,3</i>	<i>3,3</i>
Investissements en stocks	202	517	-170	86	648

Exportations de biens et services	19 632	20 634	21 007	20 895	21 068
	<i>2,7</i>	<i>5,1</i>	<i>1,8</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,8</i>
Importations de biens et services	20 296	20 729	21 142	21 537	22 468
	<i>4,9</i>	<i>2,1</i>	<i>2,0</i>	<i>1,9</i>	<i>4,3</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	31 503	32 846	33 115	33 849	34 368
	<i>1,6</i>	<i>4,3</i>	<i>0,8</i>	<i>2,2</i>	<i>1,5</i>
PIB aux prix de base, par industrie					
Industries productrices de biens	7 980	8 611	8 467	8 461	8 504
	<i>-4,5</i>	<i>7,9</i>	<i>-1,7</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,5</i>
Industries productrices de services	21 145	21 826	22 342	23 085	23 549
	<i>4,1</i>	<i>3,2</i>	<i>2,4</i>	<i>3,3</i>	<i>2,0</i>
Production industrielle	5 138	5 641	5 622	5 543	5 366
	<i>-6,1</i>	<i>9,8</i>	<i>-0,3</i>	<i>-1,4</i>	<i>-3,2</i>
Fabrication	3 553	3 898	3 830	3 868	3 832
	<i>-6,9</i>	<i>9,7</i>	<i>-1,7</i>	<i>1,0</i>	<i>-0,9</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1 567	1 771	1 475	1 535	1 675
	<i>2,0</i>	<i>13,0</i>	<i>-16,7</i>	<i>4,1</i>	<i>9,1</i>
Construction	1 850	1 886	1 921	2 036	2 098
	<i>3,6</i>	<i>1,9</i>	<i>1,9</i>	<i>6,0</i>	<i>3,0</i>
Commerce de gros	1 296	1 204	1 408	1 428	1 463
	<i>-4,2</i>	<i>-7,1</i>	<i>16,9</i>	<i>1,4</i>	<i>2,5</i>
Commerce de détail	1 674	1 757	1 887	1 963	2 009
	<i>8,5</i>	<i>5,0</i>	<i>7,4</i>	<i>4,0</i>	<i>2,3</i>
Statistiques sur le travail					
Heures travaillées pour tous emplois (milliers)	998 117	1 007 840	1 009 036	1 017 958	1 024 097
	<i>1,7</i>	<i>1,0</i>	<i>0,1</i>	<i>0,9</i>	<i>0,6</i>
Nombre total d'emplois (unités)	572 912	582 910	585 000	596 764	596 830
	<i>2,3</i>	<i>1,7</i>	<i>0,4</i>	<i>2,0</i>	<i>0,0</i>

1 La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.

2 Taux actuel.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Saskatchewan[1]

	1999	2000	2001	2002	2003
millions de dollars aux prix courants					
PIB en termes de revenus et de dépenses					
Rémunération des salariés	12 825	13 383	13 965	14 611	15 324
	<i>3,2</i>	<i>4,4</i>	<i>4,3</i>	<i>4,6</i>	<i>4,9</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	3 929	5 629	4 622	5 150	5 789
	<i>11,6</i>	<i>43,3</i>	<i>-17,9</i>	<i>11,4</i>	<i>12,4</i>
Intérêts et revenus divers de placements	2 403	2 929	2 574	2 606	2 628
	<i>-1,5</i>	<i>21,9</i>	<i>-12,1</i>	<i>1,2</i>	<i>0,8</i>
Revenu net des entreprises individuelles	1 775	1 875	1 936	1 994	2 100
	<i>1,9</i>	<i>5,6</i>	<i>3,3</i>	<i>3,0</i>	<i>5,3</i>
Impôts moins subventions	3 752	3 687	3 698	3 572	3 767
	<i>-0,0</i>	<i>-1,7</i>	<i>0,3</i>	<i>-3,4</i>	<i>5,5</i>
Revenu personnel disponible	17 517	18 187	18 566	19 059	19 780
	<i>4,4</i>	<i>3,8</i>	<i>2,1</i>	<i>2,7</i>	<i>3,8</i>
Taux d'épargne personnelle[2]	0,5	-0,9	-2,6	-4,4	-5,2

millions de dollars enchaînés (1997)					
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	16 581	17 008	17 299	17 686	18 129
	<i>2,3</i>	<i>2,6</i>	<i>1,7</i>	<i>2,2</i>	<i>2,5</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	6 090	6 166	6 412	6 501	6 723
	<i>-0,4</i>	<i>1,2</i>	<i>4,0</i>	<i>1,4</i>	<i>3,4</i>
Formation brute de capital fixe	7 034	6 999	6 941	6 507	6 681
	<i>1,9</i>	<i>-0,5</i>	<i>-0,8</i>	<i>-6,3</i>	<i>2,7</i>
Investissements en stocks	624	358	-931	-233	1 428

Exportations de biens et services	20 123	21 420	21 647	20 696	20 977
	<i>1,4</i>	<i>6,4</i>	<i>1,1</i>	<i>-4,4</i>	<i>1,4</i>
Importations de biens et services	19 966	20 700	20 781	20 818	21 990
	<i>4,2</i>	<i>3,7</i>	<i>0,4</i>	<i>0,2</i>	<i>5,6</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	30 459	31 252	30 699	30 621	32 000
	<i>0,2</i>	<i>2,6</i>	<i>-1,8</i>	<i>-0,3</i>	<i>4,5</i>
PIB aux prix de base, par industrie					
Industries productrices de biens	11 276	11 456	10 467	9 844	10 556
	<i>-1,5</i>	<i>1,6</i>	<i>-8,6</i>	<i>-6,0</i>	<i>7,2</i>
Industries productrices de services	17 097	17 555	17 969	18 508	19 003
	<i>2,9</i>	<i>2,7</i>	<i>2,4</i>	<i>3,0</i>	<i>2,7</i>
Production industrielle	6 727	6 973	7 086	6 820	7 031
	<i>-6,7</i>	<i>3,7</i>	<i>1,6</i>	<i>-3,8</i>	<i>3,1</i>
Fabrication de biens non durables	918	1 128	1 195	1 196	1 186
	<i>-11,9</i>	<i>22,9</i>	<i>5,9</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,8</i>
Fabrication de biens durables	1 080	1 072	1 121	1 130	1 187
	<i>10,9</i>	<i>-0,7</i>	<i>4,6</i>	<i>0,8</i>	<i>5,0</i>
Fabrication	1 933	2 144	2 233	2 268	2 272
	<i>-2,6</i>	<i>10,9</i>	<i>4,2</i>	<i>1,6</i>	<i>0,2</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	3 028	2 991	1 872	1 594	2 008
	<i>10,2</i>	<i>-1,2</i>	<i>-37,4</i>	<i>-14,9</i>	<i>26,0</i>
Construction	1 590	1 645	1 667	1 769	1 828
	<i>1,7</i>	<i>3,5</i>	<i>1,3</i>	<i>6,1</i>	<i>3,3</i>
Commerce de gros	1 561	1 537	1 567	1 499	1 474
	<i>3,2</i>	<i>-1,5</i>	<i>2,0</i>	<i>-4,3</i>	<i>-1,7</i>
Commerce de détail	1 347	1 415	1 478	1 559	1 603
	<i>5,9</i>	<i>5,0</i>	<i>4,5</i>	<i>5,5</i>	<i>2,8</i>
Statistiques sur le travail					
Heures travaillées pour tous emplois (milliers)	889 265	889 661	862 715	857 553	867 451
	<i>-0,6</i>	<i>0,0</i>	<i>-3,0</i>	<i>-0,6</i>	<i>1,2</i>
Nombre total d'emplois (unités)	502 506	499 620	483 123	490 432	494 551
	<i>0,6</i>	<i>-0,6</i>	<i>-3,3</i>	<i>1,5</i>	<i>0,8</i>

1 La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.

2 Taux actuel.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Alberta[1]

	1999	2000	2001	2002	2003
millions de dollars aux prix courants					
PIB en termes de revenus et de dépenses					
Rémunération des salariés	54 628	60 392	67 757	70 625	73 525
	<i>3,6</i>	<i>10,6</i>	<i>12,2</i>	<i>4,2</i>	<i>4,1</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	16 236	30 206	28 702	23 608	33 994
	<i>39,1</i>	<i>86,0</i>	<i>-5,0</i>	<i>-17,7</i>	<i>44,0</i>
Intérêts et revenus divers de placements	8 856	14 395	14 322	10 906	13 851
	<i>15,1</i>	<i>62,5</i>	<i>-0,5</i>	<i>-23,9</i>	<i>27,0</i>
Revenu net des entreprises individuelles	6 672	7 143	7 725	8 511	9 018
	<i>9,5</i>	<i>7,1</i>	<i>8,1</i>	<i>10,2</i>	<i>6,0</i>
Impôts moins subventions	9 619	10 015	7 553	10 956	11 654
	<i>3,3</i>	<i>4,1</i>	<i>-24,6</i>	<i>45,1</i>	<i>6,4</i>
Revenu personnel disponible	61 845	67 790	75 381	78 302	81 041
	<i>4,7</i>	<i>9,6</i>	<i>11,2</i>	<i>3,9</i>	<i>3,5</i>
Taux d'épargne personnelle[2]	3,1	4,5	8,9	6,4	4,2

millions de dollars enchaînés (1997)					
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	56 794	59 659	62 124	64 819	67 179
	<i>3,8</i>	<i>5,0</i>	<i>4,1</i>	<i>4,3</i>	<i>3,6</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	17 124	18 164	18 939	19 193	19 930
	<i>2,4</i>	<i>6,1</i>	<i>4,3</i>	<i>1,3</i>	<i>3,8</i>
Formation brute de capital fixe	31 997	37 374	40 850	40 513	41 626
	<i>-3,7</i>	<i>16,8</i>	<i>9,3</i>	<i>-0,8</i>	<i>2,7</i>
Investissements en stocks	560	838	-1 197	-578	1 825

Exportations de biens et services	68 919	75 070	74 979	74 962	75 622
	<i>3,0</i>	<i>8,9</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,9</i>
Importations de biens et services	61 027	70 013	72 278	72 307	75 736
	<i>3,5</i>	<i>14,7</i>	<i>3,2</i>	<i>0,0</i>	<i>4,7</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	114 227	121 153	123 120	126 114	129 553
	<i>1,4</i>	<i>6,1</i>	<i>1,6</i>	<i>2,4</i>	<i>2,7</i>
PIB aux prix de base, par industrie					
Industries productrices de biens	45 674	48 720	48 044	46 379	48 496
	<i>0,4</i>	<i>6,7</i>	<i>-1,4</i>	<i>-3,5</i>	<i>4,6</i>
Industries productrices de services	63 387	67 374	71 347	76 152	78 443
	<i>3,5</i>	<i>6,3</i>	<i>5,9</i>	<i>6,7</i>	<i>3,0</i>
Production industrielle	34 285	35 733	34 788	34 000	35 494
	<i>-0,2</i>	<i>4,2</i>	<i>-2,6</i>	<i>-2,3</i>	<i>4,4</i>
Fabrication de biens non durables	6 017	6 843	5 783	5 746	5 704
	<i>1,8</i>	<i>13,7</i>	<i>-15,5</i>	<i>-0,6</i>	<i>-0,7</i>
Fabrication de biens durables	4 874	5 900	6 277	6 293	6 930
	<i>-3,7</i>	<i>21,1</i>	<i>6,4</i>	<i>0,3</i>	<i>10,1</i>
Fabrication	10 869	12 762	12 090	11 984	12 526
	<i>-1,3</i>	<i>17,4</i>	<i>-5,3</i>	<i>-0,9</i>	<i>4,5</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	3 514	3 567	2 967	2 381	2 762
	<i>11,3</i>	<i>1,5</i>	<i>-16,8</i>	<i>-19,8</i>	<i>16,0</i>
Construction	5 162	5 489	5 755	6 297	6 706
	<i>1,3</i>	<i>6,3</i>	<i>4,8</i>	<i>9,4</i>	<i>6,5</i>
Commerce de gros	7 847	9 352	10 204	9 862	9 965
	<i>-1,1</i>	<i>19,2</i>	<i>9,1</i>	<i>-3,4</i>	<i>1,0</i>
Commerce de détail	4 920	5 242	5 582	6 151	6 344
	<i>4,1</i>	<i>6,5</i>	<i>6,5</i>	<i>10,2</i>	<i>3,1</i>
Statistiques sur le travail					
Heures travaillées pour tous emplois (milliers)	2 897 946	2 974 333	3 074 758	3 080 915	3 189 819
	<i>1,9</i>	<i>2,6</i>	<i>3,4</i>	<i>0,2</i>	<i>3,5</i>
Nombre total d'emplois (unités)	1 610 299	1 643 698	1 679 629	1 714 347	1 764 857
	<i>2,8</i>	<i>2,1</i>	<i>2,2</i>	<i>2,1</i>	<i>2,9</i>

1 La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.

2 Taux actuel.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Colombie-Britannique[1]

	1999	2000	2001	2002	2003
millions de dollars aux prix courants					
PIB en termes de revenus et de dépenses					
Rémunération des salariés	64 045	68 369	70 044	72 790	75 141
	<i>3,4</i>	<i>6,8</i>	<i>2,4</i>	<i>3,9</i>	<i>3,2</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	9 309	11 596	11 767	11 300	12 568
	<i>26,9</i>	<i>24,6</i>	<i>1,5</i>	<i>-4,0</i>	<i>11,2</i>
Intérêts et revenus divers de placements	8 365	10 184	8 843	8 939	9 310
	<i>0,1</i>	<i>21,7</i>	<i>-13,2</i>	<i>1,1</i>	<i>4,2</i>
Revenu net des entreprises individuelles	8 723	9 078	9 605	10 495	11 144
	<i>5,3</i>	<i>4,1</i>	<i>5,8</i>	<i>9,3</i>	<i>6,2</i>
Impôts moins subventions	14 972	15 608	16 009	16 813	17 778
	<i>3,1</i>	<i>4,2</i>	<i>2,6</i>	<i>5,0</i>	<i>5,7</i>
Revenu personnel disponible	77 412	81 901	84 715	87 922	90 246
	<i>4,1</i>	<i>5,8</i>	<i>3,4</i>	<i>3,8</i>	<i>2,6</i>
Taux d'épargne personnelle[2]	-2,0	-1,5	-2,2	-3,9	-6,1

millions de dollars enchaînés (1997)					
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	75 648	77 953	80 028	82 517	85 235
	<i>2,8</i>	<i>3,0</i>	<i>2,7</i>	<i>3,1</i>	<i>3,3</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	22 761	23 701	24 853	25 219	25 720
	<i>-0,5</i>	<i>4,1</i>	<i>4,9</i>	<i>1,5</i>	<i>2,0</i>
Formation brute de capital fixe	22 898	23 498	25 137	25 546	27 373
	<i>2,9</i>	<i>2,6</i>	<i>7,0</i>	<i>1,6</i>	<i>7,2</i>
Investissements en stocks	662	1 966	-253	602	789

Exportations de biens et services	55 575	60 346	59 082	60 147	60 308
	<i>8,8</i>	<i>8,6</i>	<i>-2,1</i>	<i>1,8</i>	<i>0,3</i>
Importations de biens et services	57 889	62 310	62 481	63 577	65 933
	<i>6,1</i>	<i>7,6</i>	<i>0,3</i>	<i>1,8</i>	<i>3,7</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	119 604	125 145	126 229	130 391	133 600
	<i>3,2</i>	<i>4,6</i>	<i>0,9</i>	<i>3,3</i>	<i>2,5</i>
PIB aux prix de base, par industrie					
Industries productrices de biens	28 503	30 632	30 264	30 875	31 663
	<i>4,8</i>	<i>7,5</i>	<i>-1,2</i>	<i>2,0</i>	<i>2,6</i>
Industries productrices de services	80 518	83 343	85 650	89 113	91 526
	<i>2,4</i>	<i>3,5</i>	<i>2,8</i>	<i>4,0</i>	<i>2,7</i>
Production industrielle	18 255	20 535	19 823	20 287	20 470
	<i>10,0</i>	<i>12,5</i>	<i>-3,5</i>	<i>2,3</i>	<i>0,9</i>
Fabrication de biens non durables	4 840	5 256	5 221	5 152	5 327
	<i>20,1</i>	<i>8,6</i>	<i>-0,7</i>	<i>-1,3</i>	<i>3,4</i>
Fabrication de biens durables	8 027	9 908	8 971	9 305	9 414
	<i>11,4</i>	<i>23,4</i>	<i>-9,5</i>	<i>3,7</i>	<i>1,2</i>
Fabrication	12 809	14 954	13 754	14 088	14 349
	<i>14,1</i>	<i>16,7</i>	<i>-8,0</i>	<i>2,4</i>	<i>1,9</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	4 536	4 470	4 615	4 597	4 644
	<i>-3,3</i>	<i>-1,5</i>	<i>3,2</i>	<i>-0,4</i>	<i>1,0</i>
Construction	5 368	5 539	5 656	5 947	6 386
	<i>0,7</i>	<i>3,2</i>	<i>2,1</i>	<i>5,1</i>	<i>7,4</i>
Commerce de gros	5 718	5 635	5 760	5 908	6 481
	<i>-3,6</i>	<i>-1,5</i>	<i>2,2</i>	<i>2,6</i>	<i>9,7</i>
Commerce de détail	6 370	6 707	7 269	7 764	7 773
	<i>2,1</i>	<i>5,3</i>	<i>8,4</i>	<i>6,8</i>	<i>0,1</i>
Statistiques sur le travail					
Heures travaillées pour tous emplois (milliers)	3 253 855	3 354 073	3 278 863	3 334 976	3 416 439
	<i>1,6</i>	<i>3,1</i>	<i>-2,2</i>	<i>1,7</i>	<i>2,4</i>
Nombre total d'emplois (unités)	1 929 583	1 972 134	1 956 967	1 992 312	2 037 504
	<i>1,8</i>	<i>2,2</i>	<i>-0,8</i>	<i>1,8</i>	<i>2,3</i>

1 La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.

2 Taux actuel.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Yukon[1]

	1999	2000	2001	2002	2003
millions de dollars aux prix courants					
PIB en termes de revenus et de dépenses					
Rémunération des salariés	630	681	689	726	746
	<i>3,4</i>	<i>8,1</i>	<i>1,2</i>	<i>5,4</i>	<i>2,8</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	37	71	110	81	85
	<i>-33,9</i>	<i>91,9</i>	<i>54,9</i>	<i>-26,4</i>	<i>4,9</i>
Intérêts et revenus divers de placements	56	54	51	47	49
	<i>0,0</i>	<i>-3,6</i>	<i>-5,6</i>	<i>-7,8</i>	<i>4,3</i>
Revenu net des entreprises individuelles	77	84	90	96	100
	<i>4,1</i>	<i>9,1</i>	<i>7,1</i>	<i>6,7</i>	<i>4,2</i>
Impôts moins subventions	79	82	87	98	97
	<i>-2,5</i>	<i>3,8</i>	<i>6,1</i>	<i>12,6</i>	<i>-1,0</i>
Revenu personnel disponible	771	823	852	910	928
	<i>4,3</i>	<i>6,7</i>	<i>3,5</i>	<i>6,8</i>	<i>2,0</i>
Taux d'épargne personnelle[2]	18,3	16,2	14,8	16,7	13,9

millions de dollars enchaînés (1997)					
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	606	648	672	690	718
	<i>3,2</i>	<i>6,9</i>	<i>3,7</i>	<i>2,7</i>	<i>4,1</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	555	563	564	603	634
	<i>0,0</i>	<i>1,4</i>	<i>0,2</i>	<i>6,9</i>	<i>5,1</i>
Formation brute de capital fixe	293	255	293	307	303
	<i>28,5</i>	<i>-13,0</i>	<i>14,9</i>	<i>4,8</i>	<i>-1,3</i>
Investissements en stocks	-3	13	12	-6	-2

Exportations de biens et services	361	364	369	321	310
	<i>-12,2</i>	<i>0,8</i>	<i>1,4</i>	<i>-13,0</i>	<i>-3,4</i>
Importations de biens et services	743	728	740	756	784
	<i>5,7</i>	<i>-2,0</i>	<i>1,6</i>	<i>2,2</i>	<i>3,7</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 070	1 112	1 161	1 163	1 167
	<i>-2,1</i>	<i>3,9</i>	<i>4,4</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>
PIB aux prix de base, par industrie					
Industries productrices de biens	155	158	177	160	156
	<i>-13,9</i>	<i>1,9</i>	<i>12,0</i>	<i>-9,6</i>	<i>-2,5</i>
Industries productrices de services	860	901	920	952	970
	<i>1,8</i>	<i>4,8</i>	<i>2,1</i>	<i>3,5</i>	<i>1,9</i>
Production industrielle	79	84	83	67	59
	<i>-28,8</i>	<i>6,3</i>	<i>-1,2</i>	<i>-19,3</i>	<i>-11,9</i>
Fabrication	2	3	2	2	3
	<i>100,0</i>	<i>50,0</i>	<i>-33,3</i>	<i>0,0</i>	<i>50,0</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	4	4	5	5	5
	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>25,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
Construction	39	40	40	41	41
	<i>0,0</i>	<i>2,6</i>	<i>0,0</i>	<i>2,5</i>	<i>0,0</i>
Commerce de gros	71	69	88	88	91
	<i>9,2</i>	<i>-2,8</i>	<i>27,5</i>	<i>0,0</i>	<i>3,4</i>
Commerce de détail	58	61	65	68	68
	<i>1,8</i>	<i>5,2</i>	<i>6,6</i>	<i>4,6</i>	<i>0,0</i>
Statistiques sur le travail					
Heures travaillées pour tous emplois (milliers)	27 006	27 682	27 605	27 601	27 499
	<i>1,9</i>	<i>2,5</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,0</i>	<i>-0,4</i>
Nombre total d'emplois (unités)	15 985	16 523	16 334	16 680	16 687
	<i>2,3</i>	<i>3,4</i>	<i>-1,1</i>	<i>2,1</i>	<i>0,0</i>

1 La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.

2 Taux actuel.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Territoires du Nord-Ouest[1]

	1999	2000	2001	2002	2003
millions de dollars aux prix courants					
PIB en termes de revenus et de dépenses					
Rémunération des salariés	1 055	1 124	1 302	1 399	1 472
...	...	6,5	15,8	7,5	5,2
Bénéfices des sociétés avant impôts	537	568	777	634	1 121
...	...	5,8	36,8	-18,4	76,8
Intérêts et revenus divers de placements	84	163	164	212	189
...	...	94,0	0,6	29,3	-10,8
Revenu net des entreprises individuelles	120	122	134	142	154
...	...	1,7	9,8	6,0	8,5
Impôts moins subventions	124	138	156	176	181
...	...	11,3	13,0	12,8	2,8
Revenu personnel disponible	1 061	1 133	1 283	1 328	1 390
...	...	6,8	13,2	3,5	4,7
Taux d'épargne personnelle[2]	16,5	16,2	21,7	19,2	18,2
...
millions de dollars enchaînés (1997)					
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	861	900	939	981	1 017
...	...	4,5	4,3	4,5	3,7
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	932	919	945	973	1 002
...	...	-1,4	2,8	3,0	3,0
Formation brute de capital fixe	562	824	1 333	1 256	855
...	...	46,6	61,8	-5,8	-31,9
Investissements en stocks	55	37	10	21	20
...
Exportations de biens et services	1 203	1 471	1 741	1 898	2 979
...	...	22,3	18,4	9,0	57,0
Importations de biens et services	1 333	1 714	2 016	2 051	2 036
...	...	28,6	17,6	1,7	-0,7
Produit intérieur brut aux prix du marché	2 267	2 412	2 923	3 042	3 676
...	...	6,4	21,2	4,1	20,8
PIB aux prix de base, par industrie					
Industries productrices de biens	842	925	1 480	1 597	2 333
...	...	9,9	60,0	7,9	46,1
Industries productrices de services	1 281	1 301	1 348	1 450	1 477
...	...	1,6	3,6	7,6	1,9
Production industrielle	638	634	982	1 203	2 083
...	...	-0,6	54,9	22,5	73,2
Fabrication de biens non durables	4	5	6	6	6
...	...	25,0	20,0	0,0	0,0
Fabrication de biens durables	1	3	7	10	12
...	...	200,0	133,3	42,9	20,0
Fabrication	3	4	6	6	7
...	...	33,3	50,0	0,0	16,7
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	17	15	16	15	16
...	...	-11,8	6,7	-6,3	6,7
Construction	47	49	49	68	52
...	...	4,3	0,0	38,8	-23,5
Commerce de gros	194	275	473	365	237
...	...	41,8	72,0	-22,8	-35,1
Commerce de détail	51	54	57	63	65
...	...	5,9	5,6	10,5	3,2
Statistiques sur le travail					
Heures travaillées pour tous emplois (milliers)	34 492	37 485	42 043	43 642	45 454
...	...	8,7	12,2	3,8	4,2
Nombre total d'emplois (unités)	21 223	22 251	24 579	26 305	27 697
...	...	4,8	10,5	7,0	5,3

1 La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.

2 Taux actuel.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Nunavut[1]

	1999	2000	2001	2002	2003
millions de dollars aux prix courants					
PIB en termes de revenus et de dépenses					
Rémunération des salariés	431	480	551	627	660
...	...	<i>11,4</i>	<i>14,8</i>	<i>13,8</i>	<i>5,3</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	94	110	66	44	23
...	...	<i>17,0</i>	<i>-40,0</i>	<i>-33,3</i>	<i>-47,7</i>
Intérêts et revenus divers de placements	24	25	27	26	28
...	...	<i>4,2</i>	<i>8,0</i>	<i>-3,7</i>	<i>7,7</i>
Revenu net des entreprises individuelles	50	56	62	67	73
...	...	<i>12,0</i>	<i>10,7</i>	<i>8,1</i>	<i>9,0</i>
Impôts moins subventions	36	38	47	56	52
...	...	<i>5,6</i>	<i>23,7</i>	<i>19,1</i>	<i>-7,1</i>
Revenu personnel disponible	616	656	687	735	765
...	...	<i>6,5</i>	<i>4,7</i>	<i>7,0</i>	<i>4,1</i>
Taux d'épargne personnelle[2]	44,6	44,4	44,0	43,4	42,5
...
millions de dollars enchaînés (1997)					
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	331	348	362	382	396
...	...	<i>5,1</i>	<i>4,0</i>	<i>5,5</i>	<i>3,7</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	622	647	713	773	851
...	...	<i>4,0</i>	<i>10,2</i>	<i>8,4</i>	<i>10,1</i>
Formation brute de capital fixe	255	232	254	247	292
...	...	<i>-9,0</i>	<i>9,5</i>	<i>-2,8</i>	<i>18,2</i>
Investissements en stocks	4	15	9	2	17
...
Exportations de biens et services	256	315	301	281	109
...	...	<i>23,0</i>	<i>-4,4</i>	<i>-6,6</i>	<i>-61,2</i>
Importations de biens et services	723	751	797	808	869
...	...	<i>3,9</i>	<i>6,1</i>	<i>1,4</i>	<i>7,5</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	739	800	840	882	815
...	...	<i>8,3</i>	<i>5,0</i>	<i>5,0</i>	<i>-7,6</i>
PIB aux prix de base, par industrie					
Industries productrices de biens	226	255	251	239	119
...	...	<i>12,8</i>	<i>-1,6</i>	<i>-4,8</i>	<i>-50,2</i>
Industries productrices de services	508	556	601	630	651
...	...	<i>9,4</i>	<i>8,1</i>	<i>4,8</i>	<i>3,3</i>
Production industrielle	144	179	169	151	24
...	...	<i>24,3</i>	<i>-5,6</i>	<i>-10,7</i>	<i>-84,1</i>
Fabrication	1	2	2	2	2
...	...	<i>100,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	0	1	1	1	1
...	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
Construction	3	3	3	4	2
...	...	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>33,3</i>	<i>-50,0</i>
Commerce de gros	82	76	82	86	91
...	...	<i>-7,3</i>	<i>7,9</i>	<i>4,9</i>	<i>5,8</i>
Commerce de détail	26	28	30	33	34
...	...	<i>7,7</i>	<i>7,1</i>	<i>10,0</i>	<i>3,0</i>
Statistiques sur le travail					
Heures travaillées pour tous emplois (milliers)	15 083	16 159	16 655	18 045	18 404
...	...	<i>7,1</i>	<i>3,1</i>	<i>8,3</i>	<i>2,0</i>
Nombre total d'emplois (unités)	9 253	9 908	10 215	11 219	11 312
...	...	<i>7,1</i>	<i>3,1</i>	<i>9,8</i>	<i>0,8</i>

1 La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.

2 Taux actuel.

Révisions apportées au produit intérieur brut provincial et territorial – de 2000 à 2003

Il est maintenant possible d'obtenir les estimations révisées des comptes économiques provinciaux et territoriaux pour la période allant de 2000 à 2002. Selon la pratique habituelle, des estimations mises à jour des données provisoires sur le produit intérieur brut (PIB) pour 2003, diffusées en avril 2004, sont aussi offertes. On procède à des révisions statistiques afin d'intégrer les renseignements les plus à jour provenant des recensements, des enquêtes annuelles, des statistiques fiscales, des comptes publics, etc. Bien que toutes les séries de données soient révisées, l'ampleur des révisions varie selon la province et le territoire.

Les révisions comprennent l'étalonnage d'après les tableaux provinciaux d'entrées-sorties pour 2000 et 2001, l'intégration des révisions au niveau national découlant de la diffusion des comptes des revenus et dépenses de mai 2004 (http://www.statcan.ca/francais/freepub/13-605-XIF/2003001/data/2004iea/index_f.htm), et les révisions annuelles du PIB par industrie de septembre (http://www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/listpub_f.cgi?catno=15-001-XIF). Les révisions apportées au niveau national portaient surtout sur la rémunération des salariés, les bénéfices des sociétés avant impôts, le revenu net des exploitants agricoles au titre de la production agricole, les dépenses courantes des administrations publiques en biens et services, l'investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels et en machines et matériel, le commerce international, ainsi que la production industrielle.

Des révisions ont également été apportées aux estimations des dépenses courantes des administrations publiques en biens et services. Le déflateur global pour cette série a été révisé principalement en raison de l'adoption d'une approche plus perfectionnée de la mesure. La partie des dépenses réelles des administrations publiques en biens et services se rapportant au revenu du travail est maintenant projetée à partir des heures travaillées, rajustées pour la qualité, au lieu de l'emploi pour les sous-secteurs des administrations publiques fédéral et provinciales.

Produit intérieur brut réel

Le produit intérieur brut pour 2003 a été révisé à la hausse pour la plupart des provinces et des territoires. Les taux de croissance du PIB réel pour l'Île-du-Prince-Édouard et la Saskatchewan sont demeurés inchangés, tandis que celui du Nouveau-Brunswick a été rajusté à la baisse. Terre-Neuve-et-Labrador a affiché le taux de croissance le plus élevé parmi les provinces pour 2003 et la Nouvelle-Écosse, le taux le plus faible. À la suite de la révision à la hausse des estimations des Territoires du Nord-Ouest, leur taux de croissance s'est chiffré à 20,8 %.

De façon générale, le PIB pour les provinces et les territoires a été révisé à la baisse en 2000. L'Île-du-Prince-Édouard a affiché le taux de croissance le plus faible en 2000 et l'Alberta, le taux le plus élevé, soit de 6,1 %. Des révisions mixtes ont été apportées pour 2001. À la suite d'une révision à la baisse de l'économie de l'Alberta et d'une révision à la hausse de celle de la Nouvelle-Écosse, cette dernière a le taux de croissance le plus élevé de toutes les provinces pour 2001. En 2002, la plupart des révisions apportées ont été à la hausse et Terre-Neuve-et-Labrador a affiché la croissance du PIB réel la plus élevée.

Terre-Neuve-et-Labrador

Parmi les provinces, Terre-Neuve-et-Labrador a connu la plus forte croissance économique des deux dernières années, affichant le taux de croissance du PIB réel le plus élevé, soit 16,7 % pour 2002 et 6,8 % pour 2003. Le ralentissement de la croissance dans le secteur de la fabrication et la mise à jour des données administratives ont entraîné une révision à la baisse du revenu du travail pour 2002 et 2003. Cette révision à la baisse a été largement compensée par d'importantes révisions à la hausse des bénéfices des sociétés. Ceux-ci ont effectivement doublé au cours des quatre dernières années, reflétant ainsi l'augmentation de la production pétrolière. La formation brute de capital fixe réelle a été révisée à la hausse pour 2002 et 2003, alimentée par l'investissement en bâtiments non résidentiels et en machines et matériel. Les révisions à la baisse des estimations pour la fabrication de papier journal et des activités immobilières dans le secteur des finances ont été partiellement compensées par une révision à la hausse de la construction non résidentielle.

Île-du-Prince-Édouard

Les révisions des estimations du PIB de l'Île-du-Prince-Édouard ont abouti à une baisse pour 2001. La valeur de la production agricole pour 2001, qui était déjà faible en raison du mildiou de la pomme de terre qui a limité les ventes à l'exportation, a été abaissée. De plus, les estimations pour l'industrie aérospatiale ont également été révisées à la baisse. L'économie de la province a fortement rebondi en 2002, le taux de croissance de son PIB réel passant à 6,1 %. Les bénéfices des sociétés pour 2002 ont été fortement révisés à la hausse et des augmentations importantes ont été apportées à la formation brute de capital fixe des administrations publiques à compter de 2001. La formation brute de capital fixe des entreprises a été révisée à la baisse pour 2001 à 2003, principalement en raison des estimations révisées au titre des machines et matériel.

Nouvelle-Écosse

L'économie a été vigoureuse de 2000 à 2002, puis s'est ralentie, le taux de croissance en 2003 passant à 1,2 %, soit un taux légèrement supérieur à l'estimation préliminaire de 0,9 %. Il s'agit du taux de croissance le plus faible parmi les provinces pour 2003. Les bénéfices des sociétés ont été révisés à la baisse de 2000 à 2002, puis à la hausse en 2003. Les baisses des estimations de l'investissement en bâtiments résidentiels ont été largement compensées par de fortes révisions à la hausse en ce qui a trait aux machines et matériel pour 2002 et 2003. Pour 2001 et jusqu'en 2003, les estimations pour le secteur de l'extraction de gaz naturel ont été révisées à la baisse, de même que celles pour le secteur de la fabrication, dans ce cas partiellement en raison de la production réduite de produits alimentaires et de métaux de première transformation ainsi que de l'activité réduite dans les chantiers de construction de navires. Ces baisses ont été compensées en partie par une révision à la hausse de la production des producteurs de papier et des brasseurs. Les services de ventes au détail ont également été révisés à la hausse, mais pour 2002 et 2003. La mise à jour des données sur le commerce a entraîné des révisions à la hausse des importations et des exportations tout au long de la période à l'étude.

Nouveau-Brunswick

De faibles révisions ont été apportées au taux de croissance du PIB réel du Nouveau-Brunswick en 2001, et des révisions plus importantes en 2000 et en 2002. En 2003, le taux de croissance a été légèrement révisé à la baisse, passant de 2,6 % à 2,5 %. Les bénéfices des sociétés ont été révisés à la baisse pour 2000 et à la hausse pour le reste de la période. Le revenu comptable net des exploitants agricoles et le revenu net des entreprises non constituées en société ont tous deux été révisés à la baisse pour toute la période. Les dépenses courantes des administrations publiques ont également été révisées à la baisse tout au long de la période. À compter de 2001, les estimations pour le secteur de la fabrication ont été réduites dans une large mesure en raison des révisions à la baisse des industries du raffinage du pétrole, des pâtes et papiers et des produits métalliques. On a également apporté d'importantes révisions, cette fois à la hausse, pour le transport par camion et les services de télécommunications.

Québec

La croissance du PIB réel a été révisée à la baisse en 2000 et 2001 et légèrement à la hausse en 2002 et 2003. Le revenu du travail a été révisé à la baisse en 2002 et 2003, à la suite de nouvelles données fiscales et d'un secteur de la fabrication plus faible que les estimations initiales. Les dépenses courantes des administrations publiques ont été révisées à la hausse pour chaque année, l'augmentation la plus importante ayant été apportée en 2003. Les exportations ont été révisées à la baisse pour 2001 et 2002, et ont fait l'objet d'une importante révision à la hausse en 2003. Parallèlement, on a noté des importations plus importantes durant cette période. Les activités de fabrication ont été révisées à la baisse principalement en raison de la plus faible production des secteurs de la technologie de l'information et des communications (TIC), de l'aérospatiale et du matériel ferroviaire roulant. La production du secteur des finances a également été révisée à la baisse.

Ontario

Parmi les provinces, l'Ontario a subi l'une des révisions les plus petites de ses taux de croissance du PIB réel pour la période allant de 2000 à 2003, soit une révision à la hausse de seulement 0,3 % en 2003. Même si les bénéfices des sociétés ont été révisés à la hausse pour 2001 à 2003, une plus forte révision à la hausse apportée à l'estimation de 2002 a entraîné une baisse du taux de croissance de 2003 pour cette série. Des révisions appréciables ont été apportées à la formation brute de capital fixe des administrations publiques, à la hausse pour 2000 puis à la baisse à compter de 2001. Ces révisions à la baisse ont été compensées par une révision à la hausse des exportations, principalement dans les secteurs des services, des produits forestiers et de l'exploitation minière. Tout au long de la période, la production du secteur de la fabrication a fait l'objet d'une révision à la baisse attribuable à la faiblesse de la production de produits des TIC, de métaux et de matériel de transport (pièces de véhicules motorisés, produits aérospatiaux et matériel ferroviaire roulant). La production du secteur des finances a été également révisée à la baisse en raison de plus faibles estimations pour l'assurance et les activités liées à l'immobilier. Les services de commerce de détail et de transport par camion ont été révisés à la hausse.

Manitoba

Le Manitoba s'est classé à l'avant-dernier rang des provinces pour la croissance du PIB réel, affichant un taux de 1,5 % pour 2003. Les bénéfices des sociétés ont été révisés à la baisse en 2000 et 2002 et légèrement à la hausse en 2003. Le revenu comptable net des exploitants agricoles a été révisé à la baisse tout au long de la période, dans une certaine mesure en raison de l'intégration des données du Recensement de l'agriculture de 2001. Les dépenses personnelles en biens et services ainsi que les dépenses courantes des administrations publiques en biens et services ont été révisées à la baisse pour toute la période. La formation brute de capital fixe des entreprises a subi des révisions à la baisse en 2000 et 2001, suivies d'importantes révisions à la hausse pour 2002 et 2003. Les estimations du commerce ont connu de fortes révisions, les importations ainsi que les exportations ayant été révisées tout au long de la période. Les estimations de la production des cultures et de la fabrication de produits aérospatiaux ont été révisées à la baisse, tandis que celles des services de soins de santé et d'assistance sociale ont été révisées à la hausse à compter de 2001.

Saskatchewan

Parmi les provinces, la Saskatchewan s'est classée deuxième pour le taux de croissance du PIB réel en 2003, avec un taux de 4,5 %. Une forte révision apportée en 2002 à la croissance du PIB réel a donné un taux de croissance plus élevé, bien qu'encore négatif, soit de -0,3 %. De nouvelles données repères ont entraîné d'importantes révisions à la baisse des bénéfices des sociétés pour la période allant de 2001 à 2003. Le revenu comptable net des exploitants agricoles a été révisé à la hausse partiellement à la suite de l'intégration des données du Recensement de l'agriculture de 2001. La formation brute de capital fixe des administrations publiques a été révisée à la hausse tout au long de la période, les révisions plus importantes ayant été apportées en 2002 et 2003. La formation brute de capital fixe des entreprises a connu des révisions à la baisse, attribuables principalement aux machines et matériel. À compter de 2001, les estimations des activités d'extraction de pétrole et de gaz et les activités liées à la construction ont été révisées à la hausse. Comme pour le Manitoba, les estimations de la production des cultures ont été révisées à la baisse.

Alberta

L'Alberta a connu la plus forte croissance du PIB réel en 2000, ce taux étant révisé à la hausse et passant à 6,1 %. Les estimations révisées à la hausse des revenus supplémentaires du travail en 2002 étaient partiellement attribuables à d'importantes hausses des taux des primes des régimes d'assurance-santé de l'administration provinciale de l'Alberta mais de nouvelles données administratives ont entraîné une révision à la baisse du revenu du travail pour 2002 et 2003. Les bénéfices des sociétés ont été révisés à la baisse pour 2001 mais à la hausse pour 2002 et 2003. Les dépenses personnelles en biens et services ainsi que la formation brute de capital fixe des entreprises ont été révisées à la baisse durant toute la période. Les activités d'extraction de pétrole et de gaz ont été révisées sensiblement à la hausse en 2000 et en 2003, tandis que celles de construction d'infrastructures pétrolières et gazières ont été révisées à la hausse en 2001 mais à la baisse en 2002 et en 2003. Pour l'ensemble de la période, les révisions à la baisse apportées au secteur de la fabrication étaient principalement attribuables à

la plus faible production des transformateurs d'aliments et des producteurs de produits chimiques d'usage agricole (engrais et pesticides). Le transport par camion et par pipeline et les services de santé ont été révisés à la hausse.

Colombie-Britannique

À la suite des révisions apportées au PIB réel de la Colombie-Britannique, le faible taux négatif affiché par cette province en 2001 a été remplacé par un taux de croissance de 0,9 %. Les estimations révisées à la hausse des revenus supplémentaires du travail en 2002 étaient partiellement attribuables à d'importantes hausses des taux des primes des régimes d'assurance-santé de l'administration provinciale de la Colombie-Britannique. D'importantes révisions à la hausse ont été apportées aux bénéfices des sociétés pour 2000 à 2003 et au revenu net des entreprises individuelles non agricoles à compter de 2001. Les dépenses personnelles en biens et services ont été révisées à la baisse tout au long de la période, principalement en raison des révisions apportées aux services. L'investissement réel des entreprises en ouvrages non résidentiels et en machines et matériel a connu d'importantes révisions à la hausse en 2002 et en 2003. À compter de 2000, les exportations ainsi que les importations ont été révisées à la hausse, et la balance commerciale a été révisée à la hausse tout au long de la période. Les autres révisions à la hausse apportées pour 2001 à 2003 touchaient principalement les secteurs de l'extraction minière, de l'extraction de pétrole et de gaz, de fabrication des produits des TIC et de la construction non résidentielle ainsi que des réparations. Les révisions à la baisse ont touché surtout le secteur de la fabrication des produits forestiers et le secteur des finances.

Yukon

Une révision importante apportée en 2000 a fait baisser le taux de croissance du PIB réel du Yukon, qui est passé de 6,5 % à 3,9 %, en raison de réductions dans les catégories de demande finale, notamment les exportations de l'industrie minière. L'inverse s'est produit en 2001, le taux de croissance ayant été révisé à la hausse pour atteindre 4,4 %. D'importantes augmentations des bénéfices des sociétés ont été observées tout au long de la période. Les dépenses des administrations publiques en biens et services ont été révisées à la baisse en 2000 et 2001, mais à la hausse en 2002 et 2003. L'importante révision à la hausse de l'estimation pour 2003 a été atténuée par une diminution de la formation brute de capital fixe des entreprises. À compter de 2001, des révisions à la hausse ont été apportées pour les secteurs du pétrole et du gaz, la construction non résidentielle liée au transport et les services de télécommunications. La production des secteurs de l'hébergement et des services d'alimentation a été révisée à la baisse.

Territoires du Nord-Ouest

La croissance du PIB réel des Territoires du Nord-Ouest a été révisée à la hausse en 2003, passant à 20,8 %. Le revenu du travail a été révisé à la baisse en 2002 et 2003 en raison de l'intégration de nouvelles données administratives. Comme dans le cas de Terre-Neuve-et-Labrador, les bénéfices des sociétés ont doublé depuis 1999 et une importante révision à la hausse a été apportée en 2003, liée à l'industrie du diamant. Les dépenses personnelles réelles en biens et services ont été révisées à la hausse à compter de 2001 et la formation brute de capital fixe des administrations publiques a été révisée à la hausse tout au long de la période. Les dépenses courantes des administrations publiques et la formation brute de capital fixe des entreprises ont été révisées à la baisse tout au long de la période. La valeur de la construction d'ouvrages non résidentiels et d'ouvrages de génie a été révisée à la baisse à compter de 2001. Les exportations vers d'autres pays ont presque triplé depuis 2000, principalement en raison de l'accroissement des activités d'exploitation minière du diamant.

Nunavut

Les révisions des taux de croissance du PIB réel du Nunavut pour 2002 et 2003 étaient à la hausse. Par conséquent, le taux de croissance pour 2003 est passé du taux publié précédemment de -10,5 % à -7,6 %. Le revenu du travail a été révisé à la hausse pour 2002 et 2003 et le revenu net des entreprises individuelles non agricoles a été révisé à la hausse pour toute la période. D'importantes révisions à la hausse de la formation brute de capital fixe des entreprises en 2002 et 2003 ont été atténuées par de fortes baisses des exportations, à la suite de révisions à la baisse de la production du secteur de l'exploitation minière. Le secteur des finances a été révisé à la hausse en raison d'activités liées à l'immobilier.

Série technique

La Division des comptes des revenus et dépenses (DCRD) offre des tirés à part d'articles techniques, que l'utilisateur peut obtenir sans frais. Voici la liste des tirés à part disponibles. Pour obtenir des copies, vous pouvez communiquer avec la responsable des services aux clients au 613-951-3810 ou vous pouvez écrire à DCRD, Statistique Canada, 21^e étage, édifice R.H. Coats, Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario, K1A 0T6. (Internet : iead-info-dcrd@statcan.ca)

1. «Les indices de prix Laspeyres, Paasche et en chaîne dans les comptes des revenus et dépenses», tiré à part de *Comptes nationaux des revenus et dépenses*, quatrième trimestre 1988.
2. «Document technique sur le traitement de la production de céréales dans les comptes trimestriels des revenus et dépenses», tiré à part de *Comptes nationaux des revenus et dépenses*, premier trimestre 1989.
3. «Révision des données de la période 1985-1988 dans les comptes nationaux des revenus et dépenses», tiré à part de *Comptes nationaux des revenus et dépenses*, premier trimestre 1989.
4. «Incorporation dans les comptes des revenus et dépenses d'une décomposition de (investissement en machines et matériel)», tiré à part de *Comptes nationaux des revenus et dépenses*, troisième trimestre 1989.
5. «Les nouvelles estimations provinciales de la demande intérieure finale en prix constants», tiré à part de *Comptes nationaux des revenus et dépenses*, quatrième trimestre 1989.
6. «Produit intérieur brut en termes réels : sensibilité au choix de l'année de base», tiré à part de *L'Observateur économique canadien*, mai 1990.
7. «Révisions des données de la période 1986-1969 dans les comptes nationaux des revenus et dépenses», tiré à part de *Comptes nationaux des revenus et dépenses*, premier trimestre 1990.
8. «Les indices de volume dans les comptes des revenus et dépenses», tiré à part de *Comptes nationaux des revenus et dépenses*, premier trimestre 1990.
9. «Un nouvel indicateur des tendances de l'inflation par les salaires», tiré à part de *L'Observateur économique canadien*, septembre 1989.
10. «Tendances récentes des salaires», tiré à part de *L'Emploi et le revenu en perspective*, hiver 1990.
11. «Le système de comptabilité nationale du Canada et le système de comptabilité nationale des Nations Unies», tiré à part de *Comptes nationaux des revenus et dépenses*, troisième trimestre 1990.
12. «La répartition des impôts indirects et des subventions aux composantes de la dépense finale», tiré à part de *Comptes nationaux des revenus et dépenses*, troisième trimestre 1990.
13. «Le traitement de la TPS dans les comptes des revenus et dépenses», tiré à part de *Comptes nationaux des revenus et dépenses*, premier trimestre 1991.
14. «L'introduction des indices de volume en chaîne dans les comptes des revenus et dépenses», tiré à part de *Comptes nationaux des revenus et dépenses*, premier trimestre 1991.
15. «Révisions des données de la période 1987-1990 dans les comptes nationaux des revenus et dépenses», tiré à part de *Comptes nationaux des revenus et dépenses*, deuxième trimestre 1991.
16. «Estimations en volume du commerce international des services commerciaux», tiré à part de *Comptes nationaux des revenus et dépenses*, troisième trimestre 1991.

17. «Le défi de la mesure dans les comptes nationaux», tiré à part de *Comptes nationaux des revenus et dépenses*, quatrième trimestre 1991.
18. «Étude sur le flux des services de consommation générés par le stock de biens de consommation», tiré à part de *Comptes nationaux des revenus et dépenses*, quatrième trimestre 1991.
19. «La valeur du travail ménager au Canada. 1986», tiré à part de *Comptes nationaux des revenus et dépenses*, premier trimestre 1992.
20. «Révisions des données de la période 1988-1991 dans les comptes nationaux des revenus et dépenses», tiré à part de *Comptes nationaux des revenus et dépenses*, estimations annuelles. 1980-1991.
21. «Achats outre-frontière - Tendances et mesure», tiré à part de *Comptes nationaux des revenus et dépenses*, troisième trimestre 1992.
22. «Comment lire» les statistiques produites par le gouvernement : un guide pratique», tiré à part de *Options Politiques*, vol. 14, n° 3, avril 1993.
23. «L'Actualité des comptes des revenus et dépenses trimestriels : une comparaison à l'échelle internationale», tiré à part de *Comptes nationaux des revenus et dépenses*, premier trimestre 1993.
24. «Comptes nationaux des revenus et dépenses : Estimations révisées pour la période de 1989 à 1992», tiré à part de *Comptes nationaux des revenus et dépenses*, estimations annuelles, 1981-1992.
25. «Comparaisons internationales des quantités et des prix: parités de pouvoir d'achat et dépenses réelles, Canada et États-Unis», tiré à part de *Comptes nationaux des revenus et dépenses*, estimations annuelles, 1981-1992.
26. «La ventilation par secteur du PIB au coût des facteurs», tiré à part de *Comptes nationaux des revenus et dépenses*, troisième trimestre 1993.
27. «La valeur du travail ménager au Canada, 1992», tiré à part de *Comptes nationaux des revenus et dépenses*, quatrième trimestre 1993.
28. «Évaluation de la dimension de l'économie souterraine : le point de vue de Statistique Canada», tiré à part de *L'Observateur économique canadien*, mai 1994.
29. «Comptes nationaux des revenus et dépenses : Estimations révisées pour la période de 1990 à 1993», tiré à part de *Comptes nationaux des revenus et dépenses*, premier trimestre 1994.
30. «Rapport d'étape : élément environnemental des comptes nationaux du Canada», tiré à part de *Comptes nationaux des revenus et dépenses*, estimations annuelles, 1982-1993.
31. «Le Compte satellite du tourisme», tiré à part de *Comptes nationaux des revenus et dépenses*, deuxième trimestre 1994.
32. «Le système international de comptabilité nationale de 1993 : son application au Canada», tiré à part de *Comptes nationaux des revenus et dépenses*, troisième trimestre 1994.
33. «La révision de 1995 des Comptes économiques et financiers nationaux», tiré à part de *Comptes économiques et financiers nationaux*, premier trimestre 1995.
34. «Une introduction aux produits financiers dérivés», tiré à part de *Comptes économiques et financiers nationaux*, premier trimestre 1995.
35. «L'effet du changement d'année de base sur le PIB», tiré à part de *Comptes économiques et financiers nationaux*, deuxième trimestre 1996.

36. «Parités de pouvoir d'achat et dépenses réelles, États-Unis et Canada : mise à jour jusqu'à 1998», tiré à part de *Comptes nationaux des revenus et dépenses*, troisième trimestre 1999.
37. «Capitalisation des logiciels dans la comptabilité nationale», *Comptes nationaux des revenus et dépenses série technique*, février 2002.
38. «Compte satellite provincial et territorial du tourisme pour le Canada, 1996», *Comptes nationaux des revenus et dépenses série technique*, avril 2002.
39. «Parités de pouvoir d'achat et dépenses réelles, États-Unis et Canada», tiré à part de *Comptes nationaux des revenus et dépenses*, premier trimestre 2002.
40. «Compte satellite provincial et territorial du tourisme pour le Canada, 1998», *Comptes nationaux des revenus et dépenses série technique*, juin 2003.
41. «Recettes des administrations publiques attribuables au tourisme», *Comptes nationaux des revenus et dépenses série technique*, septembre 2003.
42. «Méthodologie de l'indice de volume en chaîne Fisher», *Comptes nationaux des revenus et dépenses série technique*, novembre 2003.
43. «Tendances provinciales et territoriales des statistiques économiques : 1981 - 2000», *Comptes nationaux des revenus et dépenses série technique*, novembre 2003.
44. «Les révisions de 1997 à 2003 des Indicateurs nationaux du tourisme», *Comptes nationaux des revenus et dépenses série technique*, octobre 2004.
45. «Étude des révisions des données des indicateurs nationaux du tourisme», *Comptes nationaux des revenus et dépenses série technique*, octobre 2004.